

Les candidats

Étienne Ollion

Les candidats

Novices et professionnels en politique



ISBN 978-2-13-083002-3

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2021, octobre

© Presses Universitaires de France/Humensis, 2021
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour M.,

INTRODUCTION

La scène se déroule le 4 octobre 2016, à Strasbourg. Emmanuel Macron, qui n'est plus ministre depuis un mois, mais pas encore officiellement candidat à l'élection présidentielle, distille devant des sympathisants son diagnostic sur la vie politique française. Le constat est sombre. Selon lui, la démocratie est depuis trop longtemps « confisquée ». Les représentants syndicaux et patronaux ne sont pas à l'image de la société, le mode de scrutin empêche l'expression de certaines idées et les partis n'attirent plus les « talents ». Mais la charge la plus lourde est réservée aux représentants politiques. Les accusant de ne plus faire de la politique « une mission, mais une profession », de ne plus être engagés pour le bien commun mais d'être « intéressés », Macron les désigne comme les principaux responsables de la crise de confiance qui traverse le pays depuis des décennies.

Le thème de l'inertie démocratique n'est pas nouveau pour Macron. Déjà en mai 2016, alors que le tout jeune mouvement En marche ! cherchait à lever des fonds, un courriel révélé par la presse mettait en avant cette critique. Envoyé à plusieurs dizaines de donateurs potentiels, il évoquait sans fard la prochaine élection présidentielle et le coût d'une campagne. Le message était clair : il fallait trouver les ressources nécessaires pour soutenir un candidat qui se

déclarerait dans un futur proche. La critique des dérives qu'il fallait combattre l'était tout autant. À une époque où on ne parlait pas encore d'ancien et de nouveau mondes, il fallait « déverrouiller ce système », dans lequel la politique serait une « affaire de professionnels assermentés », voire un « entre-soi nauséabond »¹. Tout au long de l'année qui allait conduire le jeune candidat à l'Élysée, le thème sera martelé. Professionnalisée, la politique était selon lui devenue la chasse gardée de quelques élus, le pré carré d'une « caste » qu'il faudrait expulser du pouvoir.

Que la campagne ait été si fortement orientée sur ce thème a pu surprendre. Jusque-là, cette rhétorique anti-professionnels avait plutôt été portée par des partis ou des personnes situées aux marges du champ politique. L'invitation de Pierre Poujade, commerçant à Saint-Céré et leader de l'Union de défense des commerçants et artisans, à « sortir les sortants » a souvent été reprise depuis les années 1950 et en premier lieu par un ancien élu poujadiste devenu leader politique : Jean-Marie Le Pen. Plus rares cependant étaient les personnes avec le parcours d'Emmanuel Macron, et encore plus les partis avec la même ligne idéologique qu'En marche !, à s'en revendiquer aussi ouvertement. Pendant la campagne de 2017, En marche ! se situait sur une ligne centriste, alternant les propositions de centre-gauche et de centre-droit. Son dirigeant était lui un ancien élève de l'Ena, un ancien banquier d'affaires devenu secrétaire général adjoint de l'Élysée en 2012. Quelques semaines avant d'annoncer sa candidature, il était encore ministre de l'Économie et des Finances. Dit autrement, le futur président de la République n'avait pas les attributs habituels des leaders anti-système qui déploient

1. Courriel envoyé à de potentiels financeurs, cité par *Le Point*, 12 mai 2016.

Introduction

habituellement cette rhétorique. Il rassemblait même presque toutes les propriétés de ces élites honnies par ceux qui tiennent habituellement le discours anti-professionnels.

En 2017, cela n'a pas posé problème. Il faut dire que le jeune candidat n'avait pas, comme ses principaux concurrents, passé des décennies en politique. Quoique ayant eu des fonctions politiques de premier plan, il n'avait jamais été élu et n'avait jamais été officiellement candidat à une fonction électorale avant cette date. Il faut aussi constater que le moment était propice. Depuis quelques années, la contestation toujours latente du personnel politique était devenue bien plus explicite, et bien plus fréquente. Dans l'Europe tout entière, les appels à renouveler massivement les élus s'étaient multipliés. Il ne fallait pas seulement changer de politique ou changer les personnes au pouvoir, ainsi que le demandent rituellement les opposants face au parti en place ; il fallait commencer par remplacer les hommes et les femmes politiques par des personnes qui n'avaient que peu, voire pas, d'expérience prolongée en politique.

Des partis qui avaient embrassé cette thématique avaient connu des succès retentissants. En Italie, le Movimento 5 Stelle [Mouvement cinq étoiles] créé par le comédien Beppe Grillo en avait fait un thème central de sa campagne, victorieuse en 2013. En Espagne, Podemos, un parti créé en 2014 sur la promesse du renouvellement politique, allait en un an devenir le troisième parti d'Espagne et participer à différentes coalitions. Aux États-Unis, la promesse de Donald Trump d'assécher le marais de Washington [*drain the swamp*] s'inscrivait dans la même logique. Le programme électoral de cet entrepreneur multimillionnaire, rebaptisé « contrat avec l'Amérique », avait d'ailleurs comme première revendication d'inscrire une limite au nombre de mandats électifs. Quoique anticonstitutionnelle, la mesure avait souvent été

Les candidats

mise en avant comme preuve de sa volonté de bousculer le microcosme.

On pourrait multiplier les exemples. La multiplication des initiatives en faveur d'une démocratie directe (valorisation des référendums, des initiatives populaires), la profusion de listes « citoyennes » lors de diverses élections, voire le retour en grâce de technologies longtemps considérées comme irréalistes comme le tirage au sort des représentants sont autant de signes d'un intérêt pour l'implication croissante de profanes dans la vie publique. L'écho reçu par l'appel répété de Macron en est sûrement la meilleure preuve. Car en d'autres circonstances, faire apparaître un individu à la trajectoire finalement assez classique d'élite en politique en outsider aurait relevé d'une difficile alchimie. Pas en 2017, où la dénonciation omniprésente des professionnels de la politique a rendu ce genre de critiques porteuses. Outre la figure du président, le succès des candidats présentés par En marche ! lors des élections législatives de juin révèle la rentabilité d'une stratégie qui consistait à investir des candidats purement novices.

L'ILLUSION DU RENOUVELLEMENT

Jamais vraiment aimé, le « professionnel de la politique » est devenu ces dernières années un épouvantail à remplacer. Le novice, son antithèse, est lui porté aux nues. Partant, ce livre pose deux questions. La première a trait à l'intensité de ce « dégagisme ». Outre un désir ardent de changement de politique, y avait-il une raison pour que les années 2010 soient marquées par un sentiment « anti-professionnels » ? On ne peut qu'être surpris que la campagne de 2017 ait

Introduction

donné tant de place à une question purement interne au champ politique, celle de la rotation des élus, quand ces moments s'organisent traditionnellement autour de thèmes externes – comme l'immigration, la sécurité, les impôts ou plus récemment l'environnement. D'où viennent ces demandes de renouvellement qui, depuis une décennie au moins, traversent les démocraties occidentales et qui ont tant fait pour porter Macron et son parti au pouvoir ? Comme on le verra, elles ont trait à un changement profond des carrières politiques depuis quatre décennies, en France comme en Europe.

Seconde question, plus importante encore : le renouvellement des visages a-t-il les effets transformateurs que présupposent en creux toutes ces demandes ? Les diverses revendications de remplacement des « professionnels de la politique » par des personnes aux carrières plus diverses s'appuient en effet sur une prémisse : que l'arrivée de novices modifierait (en bien) la politique menée. Le remplacement d'élus présents de longue date dans le champ politique par des profanes est censé insuffler de nouvelles manières de penser et d'agir dans un milieu considéré comme renfermé sur lui-même. Poser ainsi le problème revient, *in fine*, à s'interroger sur ce que la « professionnalisation » de la politique fait à la pratique de la politique. Or sur ce point, on manque d'informations sur ce que l'inscription de long terme d'un individu dans le champ politique fait à sa pratique.

Ce livre se propose d'apporter des réponses à ces deux interrogations que la séquence électorale française de 2017 a posées avec acuité. Il le fait à partir d'une enquête empirique menée cinq années durant. Elle mêle une étude historique à une analyse approfondie de deux cohortes de députés, ceux élus en 2012 et ceux élus en 2017. Grâce à une autorisation d'accès octroyée par les services de l'Assemblée nationale,

Les candidats

j'ai pu passer de longues journées à interagir dans cet écosystème où se croisent élus, fonctionnaires, agents de l'institution, collaborateurs parlementaires, et bien d'autres. Seul ou avec des étudiants¹, j'ai mené des entretiens avec des dizaines d'acteurs de ce lieu. Cet engagement qualitatif a eu un pendant quantitatif, mené avec mes collègues Julien Boelaert et Sébastien Michon. Durant deux ans, nous avons collecté et analysé des données sur les carrières des députés français de la V^e République. L'objectif était d'apporter des éléments empiriques pour reconstituer les carrières des députés français depuis les années 1970.

Lancée en 2015, cette enquête avait initialement pour objectif d'apporter des éléments de référence sur les représentants nationaux. Elle a donné lieu à la publication d'un ouvrage de synthèse en avril 2017², qui devait marquer la fin de ce travail. Mais si je ne savais pas, quand j'ai commencé cette recherche, que la professionnalisation serait un thème central de la campagne de 2017, je m'attendais encore moins à ce que l'Assemblée de 2017 voit arriver en masse des élus aux profils aussi différents de leurs prédécesseurs. En faisant entrer à l'Assemblée presque par effraction des novices par dizaines, l'élection de juin 2017 offrait une opportunité rare pour étudier l'impact des carrières sur la pratique de la politique. Elle plongeait dans le bain de la politique nationale des personnes aux profils politiques plus variés : de réels novices allaient côtoyer au quotidien des élus de longue date, et entre ces deux types, on trouvait des centaines de personnes qui avaient

1. Dans le cadre du séminaire « Dans l'ombre de la loi », qui s'est tenu à l'ENS de 2014 à 2018.

2. Julien Boelaert, Sébastien Michon, Étienne Ollion, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir, 2017.

Introduction

eu une expérience plus ou moins longue en politique. Cette nouvelle Assemblée constituait une quasi-expérience naturelle, pour étudier ce que le parcours en politique fait à la pratique politique. Elle offrait aussi un prisme pour voir, à travers l'expérience des novices – ces personnes qui n'avaient jamais eu ni mandat, ni activité salariée, ni même responsabilités politiques –, ce milieu particulier qu'est la politique professionnelle. Dès les premiers jours de la nouvelle législature, j'ai donc repris le chemin du palais Bourbon pour profiter de cette opportunité.

Le premier résultat de cette recherche est que les promesses d'un changement par le renouvellement du personnel politique n'ont pas été tenues. Les novices de 2017 n'ont, dans leur immense majorité, pas su trouver leur place dans le monde politique français. En dépit d'une bonne volonté évidente, et pour beaucoup d'un engagement indéniable, très peu ont réussi à peser dans l'Assemblée de 2017. Manquant de savoir-faire et de connaissances bien placées, ils ont dû s'adapter aux normes existantes du milieu dans lequel ils pénétraient et ont eu du mal à s'imposer. Dans une Assemblée fortement renouvelée, les anciens élus, mais aussi les nouveaux arrivants qui disposaient d'une expérience ont capté la plupart des positions de pouvoir. Pire encore pour les partisans du renouvellement tant vanté par En marche ! pendant la campagne : les profanes élus dans la foulée de la victoire d'Emmanuel Macron ont finalement été les meilleurs atouts d'un effacement du Parlement au profit de l'exécutif. Invités à ne pas contester un parti auquel ils devaient tout, et de toute façon pas équipés pour s'opposer aux pratiques du gouvernement, ils ont par leur présence permis aux ministres, anciens membres des cabinets, et aux députés rodés à la « politique d'avant » de faire fonctionner le régime de la manière la plus classique qui soit.

Il y avait, il faut le dire, une certaine naïveté – ou un cynisme bien compris – à croire – ou à laisser croire – qu'un simple renouvellement des visages pourrait en soi modifier en profondeur le fonctionnement du monde politique. La remarque s'étend bien au-delà du cas de La République En marche, et même du cas français. Elle invite à s'interroger sur certaines réponses qui ont récemment gagné en popularité face à la crise de confiance envers les élus. Depuis quelques années, à chaque élection, des dizaines de listes citoyennes voient le jour, défendant parfois avec des options politiques très différentes l'idée que leur inscription dans la « société civile » en fait de meilleurs responsables publics ; qu'une fois au pouvoir, ils pourront enfin mener une politique radicalement différente. Soyons clair : il ne s'agit pas de récuser en bloc ces positions. Il est plausible que le changement des personnes, ou au moins d'une partie d'entre elles, soit une condition presque nécessaire du changement politique réclamé. Elles ont aussi le mérite de poser la question cruciale de l'identité des représentants, de leur passé, sur la manière de faire de la politique.

Il s'agit plutôt, et c'est là une deuxième leçon de ce travail, de se demander ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi. Partant de l'expérience française de 2017, il s'agit d'identifier les origines de cette inertie, de comprendre les logiques par lesquelles le changement n'est pas arrivé. Partant d'une évaluation grandeur nature d'un renouvellement effectif du personnel politique – plutôt que d'une situation abstraite ou extraordinaire –, on se propose de voir pourquoi l'arrivée de novices dans le cadre commun d'une institution existante peut ne pas produire les résultats escomptés. Ce travail invite alors à modifier les termes du débat, pour se demander non pas si un changement de personnel politique influence la politique, mais à quelles conditions.

Introduction

L'exemple du *statu quo* français est riche de leçons pour comprendre les logiques à l'œuvre. L'inertie tient largement au fait que ces nouveaux venus ont été invités à s'engager dans un monde où les règles du jeu n'avaient pas changé. Pire encore : dans un espace dont ils étaient une centaine à ne pas connaître les règles que tous les autres maîtrisaient parfaitement. Tout était donc prêt pour que le changement en surface débouche sur une stabilité des pratiques, ce qui n'a pas manqué d'arriver. Il faut toutefois bien voir que la responsabilité n'incombe pas seulement à leurs collègues parlementaires. Journalistes, fonctionnaires de l'Assemblée, mais aussi citoyens ont assailli les nouveaux venus de leurs attentes. Ceux qui ne pouvaient pas y répondre ont été exclus du jeu politique, ou s'en sont exclus après avoir été disqualifiés. Mieux comprendre l'échec des novices implique, et c'est là le troisième enseignement, de découvrir ce milieu politique dans lequel ces derniers se sont retrouvés immergés, de l'Assemblée à la circonscription, de l'hémicycle à leur bureau. À travers l'expérience de ces nouveaux venus, c'est une plongée dans cette activité particulière qu'est la politique professionnelle contemporaine qui est proposée ici.

LA FILE D'ATTENTE ET LA FABRIQUE DE L'HOMO POLITICUS

Pour comprendre l'échec des novices et plus largement l'organisation du monde politique contemporain, il m'a semblé nécessaire d'opérer un déplacement dans la manière de décrire les carrières politiques. Tout au long de la campagne,

c'est le terme de « professionnalisation politique » (et le substantif de « professionnels de la politique ») qui a été mis en avant. Ce fut bien sûr le fait des équipes de campagne d'Emmanuel Macron, qui ont repris le vocable classique qui s'était imposé depuis quelques années – de plus en plus à mesure que se transformaient les carrières. Ils n'étaient pas seuls : journalistes, candidats, citoyens ont eu recours à ce terme. La même remarque vaut pour la littérature scientifique : dans les sciences sociales du politique, le terme est désormais très largement utilisé.

Le recours immodéré à ce concept pose malheureusement plus de problèmes qu'il n'en résout. Terme moral connoté négativement, la notion renvoie du côté de l'intérêt, de la vénalité de ceux qui ont consacré leur vie à la politique. Il ne viendrait à l'idée d'aucun responsable politique, aujourd'hui, de mener une campagne en faveur de la « professionnalisation » de la pratique politique, ni même de se déclarer comme tel. Et pourtant, avec la professionnalisation viennent des compétences, des savoir-faire qui peuvent être utiles pour réaliser son activité.

Surtout, le terme de « professionnel » agrège des parcours et des rapports à la politique peu comparables. On peut en effet vivre « en » politique dans des conditions bien différentes : entre les élus qui ont passé plusieurs décennies en mandats mais resteront toujours au niveau local et ceux qui, à peine sortis de Sciences Po, se voient proposer une circonscription après un passage en cabinet ministériel, il y a peu de points communs. Enfin, l'idée d'une « professionnalisation » souvent évoquée ne décrit pas non plus très bien ce qui s'est passé depuis quelques décennies. Car après tout, si le professionnel, c'est celui qui vit de la politique, alors tous les députés français le sont au moins depuis 1852, date du rétablissement de l'indemnité parlementaire.

Introduction

Ces difficultés, ainsi que d'autres critiques, sont explicitées plus longuement au chapitre suivant. Pour l'instant, contentons-nous de dire que la distinction canonique faite à la suite de Max Weber entre ceux qui vivent « pour » et ceux qui vivent « de » la politique ne permet pas de rendre justice aux nombreuses questions que pose le recrutement des élus. Pour analyser les transformations du champ politique des dernières décennies, l'ouvrage propose un déplacement : il invite à penser les carrières politiques à l'aune du concept de « file d'attente ». Plus qu'une augmentation inexorable du nombre de « professionnels de la politique » que l'élection de 2017 serait venue interrompre, ce livre montre que la tendance de fond qui a affecté le champ politique français depuis plusieurs décennies, c'est la mise en place d'une file d'attente ordonnée pour accéder aux positions électives nationales.

Des années 1970 à cette date, les candidats aux mandats ont passé un temps croissant à attendre leur tour pour pouvoir accéder aux responsabilités. Dans cette file d'attente qui s'était allongée d'année en année, ils avaient appris le fonctionnement du champ politique, en avaient intériorisé les normes, y avaient tissé un réseau. Ils s'y étaient formés aussi. Placés dans l'antichambre du pouvoir, ils y avaient fait leurs classes, avaient développé des compétences propres. C'est cette file d'attente qu'ont contournée les novices, mais aussi d'autres candidats à la députation, en 2017. N'ayant même pas eu le temps d'attendre, les premiers se sont retrouvés projetés au centre de la scène politique nationale. Les seconds, déjà engagés en politique, ont profité de l'appel d'air créé par la création d'un nouveau parti pour éviter l'attente à laquelle ils étaient promis dans l'ordre des successions classiques.

L'enquête qui suit démontre la pertinence d'une analyse du champ politique contemporain en termes de file d'attente.

Les candidats

Elle en date la mise en place vers le milieu des années 1970 en France, et elle explique pourquoi en France, comme à l'étranger, la file d'attente est devenue un principe structurant d'accès aux positions politiques nationales. *Via* une comparaison entre les élus de la législature élue en 2012 et de celle élue en 2017, on analysera aussi les effets de l'expérience politique – sur les élus, sur le champ politique et *in fine* sur la démocratie.

SOCIOLOGIE DE LA FILE D'ATTENTE

Substituer à l'opposition binaire entre les « professionnels » et les autres le concept de file d'attente, conserver le premier terme pour ne désigner que ceux qui « vivent de » la politique, tout cela peut apparaître comme une précision sémantique de peu d'intérêt. On verra qu'un tel déplacement du regard donne en fait à voir bien d'autres aspects du champ politique, d'en comprendre le fonctionnement, les stratégies de ses acteurs et les hiérarchies. Cela permet aussi d'inscrire ce travail dans une réflexion plus générale sur le temps, et ce qu'il fait aux individus. La littérature regorge de situations où l'expérience du temps qui passe est un ressort narratif. Vladimir et Estragon, les protagonistes d'*En attendant Godot*, sont parmi les figures les plus souvent citées quand il s'agit de décrire le sentiment d'impuissance que ressentent ceux qui attendent – probablement avec Joseph K., l'anti-héros du *Procès* de Kafka, dont le rapport au monde est bouleversé par l'attente qu'il subit. Tout aussi connu, et plus directement lié à cette question est *Le Désert des Tartares*, de Dino Buzzati. Dans ce texte, le soldat Giovanni

Introduction

Drogo est envoyé en garnison dans un fort reculé, où il n'a rien d'autre à faire qu'à attendre un ennemi dont les légendes indiquent qu'il se situe de l'autre côté de la frontière, sur un plateau montagneux. Au fil du roman, le lecteur le voit alors ajuster progressivement son rapport au monde à mesure que passent les années. Sa curiosité, son désir de changement, mais aussi ses espoirs familiaux ou professionnels sont constamment revus à la baisse, à tel point que le jeune ambitieux qui voulait rapidement quitter le camp vivra finalement dans l'angoisse de devoir quitter un lieu où il a forgé des habitudes. L'attente a canalisé ses pratiques, elle a discipliné ses désirs.

Mais c'est surtout du côté des sciences sociales qu'on peut se tourner. Là, une littérature pléthorique propose d'analyser les relations entre l'attente et le statut social, ou le type de sujet que produit l'attente. Ces recherches apparaissent en filigrane de ce travail. Ce dernier s'en démarque toutefois pour partie, car il cherche à préciser la spécificité de ce dispositif qu'est une *file d'attente*. Là encore, les appuis ne manquent pas dans la littérature scientifique. Dans un travail pionnier, Barry Schwartz a posé les jalons d'une étude sociologique de cette forme d'organisation sociale¹. Il montre que ces queues sont des systèmes qui témoignent de rapports de force au sein d'une société. Ceux qui attendent le plus sont souvent, comme chez les demandeurs d'aide sociale étudiés par Javier Auyero, ceux qui disposent du moins de ressources². À travers divers exemples, dont en priorité les magasins soviétiques et les aéroports étatsuniens

1. Barry Schwartz, *Queuing and Waiting. Studies in the Social Organization of Access and Delay*, Chicago, The University of Chicago Press, 1975.

2. Javier Auyero, *Patients of the State. The Politics of Waiting in Argentina*, Durham, Duke University Press, 2012.

(ses deux cas préférés), Schwartz montre que les moins dotés attendent plus que les autres. Il s'intéresse aussi, quoique de manière moins étayée, à la réaction différentielle des individus face à l'attente. Reprenant à son compte la distinction classique entre la durée (l'estimation subjective du temps qui passe) et le temps, il identifie alors quelques-uns des déterminants sociaux de l'acceptation de l'attente.

Dans le cas des responsables politiques, comme dans bien d'autres situations, la file d'attente est moins une situation concrète – un alignement physique plus ou moins ordonné de personnes – qu'un concept destiné à donner à voir une réalité autrement invisible. Ce sens est celui qui a été privilégié par d'autres travaux. Barbara Reskin et Patricia Roos l'ont ainsi mobilisé pour comprendre comment, au sein des entreprises, les femmes progressent moins vite que les hommes¹. Elles mettent ainsi en évidence les stratégies qu'utilisent certains pour contourner la queue, comme le rôle des recruteurs dans la sélection des promus. L'absence de matérialité, et donc d'ordre clairement établi et visible de tous, permet donc à certains de s'affranchir des règles conventionnellement admises. Car s'ils n'ont pas forcément la réalité physique des longues files qui se formaient devant la vitrine des magasins du bloc soviétique², ces dispositifs

1. Barbara Reskin, Patricia A. Roos. *Job Queues, Gender Queues. Explaining Women's Inroads into Male Occupations*, Philadelphie, Temple University Press, 1990.

2. Il existe une littérature extrêmement riche sur le sujet des files d'attentes dans l'ex-URSS. Parmi les nombreux textes, le lecteur intéressé pourra se référer entre autres au livre partiellement autobiographique de Lidiya Ginzburg, sur le siège de Leningrad lors de l'hiver 1941 (*The Blockade Diary*, Penguin Press, 1995). Une autre littérature, très différente mais particulièrement abondante et parfois utile sur le sujet s'inscrit dans à la croisée de différents espaces : l'économie, la théorie des organisations, le sous-champ interdisciplinaire des « operation research ». Appliquée, elle vise à promouvoir les

Introduction

n'en ont pas moins une organisation interne plus ou moins claire, que certains contournent.

Ces travaux, ainsi que bien d'autres, sont discutés tout au long de ce travail. L'objectif est de démontrer la pertinence d'une analyse de la politique contemporaine au prisme de cette notion de file d'attente, mais aussi de systématiser le concept utilisé de façon plus ou moins métaphorique. L'ouvrage montre ce que cette forme d'organisation sociale fait aux individus, à leurs manières de voir et de faire, comme à l'allocation des biens rares. Plus précisément, on soutient que ces files d'attente ont trois effets distincts, parfois mis en évidence dans les travaux sur l'attente, mais qui doivent être pensés ensemble. Les files d'attente *socialisent* les individus, elles les *sélectionnent*, et elles *individualisent*.

On le verra, le recours au concept est fécond pour penser nombre des transformations majeures qu'a connues le champ politique. L'attente permet d'apprendre, de se former au fonctionnement parfois complexe du Parlement, ou des règles du champ politique. C'est ce que démontrent les difficultés rencontrées par les novices lors des premiers mois. N'ayant même pas eu le temps d'attendre, ils ont découvert à leurs dépens que l'Assemblée est un espace codifié. Si la file forme, elle conforme aussi. L'incertitude et la cooptation qui caractérisent ce dispositif expliquent probablement mieux que toute autre chose l'homogénéité croissante dans les profils comme dans les pratiques, souvent constatée. L'imposition de ce qui a souvent été dénoncé comme une « pensée unique » depuis les années 1980 pourrait ici trouver une forme d'explication : la chaîne d'interdépendance

meilleures manières de faire attendre (voir par exemple Refael Hassin, Moshe Haviv, *To Queue or not to Queue. Equilibrium Behavior in Queueing Systems*, New York, Springer, 2003).

Les candidats

dans laquelle s'inscrivent les élus, des premiers postes aux sommets de l'État, produit du conformisme. De même, l'attente incertaine qui caractérise la situation des candidats est certainement une puissante cause de l'homogénéisation sociale qu'a connue la classe politique, et ce à travers les partis. Entre sélection des successeurs par des patrons et autosélection qui voit les plus pauvres mais aussi les plus riches s'écarter d'une activité instable, le recentrage du profil des élus autour de personnes de classe moyenne supérieure s'explique par ce processus de recrutement aussi implicite qu'efficace.

L'ouvrage propose donc une plongée dans le champ politique, d'hier à aujourd'hui, équipé de ce concept de file d'attente. Le premier chapitre revient sur les principaux résultats de la littérature sur la question, avant de présenter en détail l'enquête de terrain. Le lecteur moins intéressé par ces coulisses de la recherche scientifique pourra commencer directement par le chapitre suivant. Les chapitres 2 à 6 présentent les différentes facettes de cette file d'attente de la politique : sa constitution au cours des dernières décennies, le contournement qu'En marche ! a organisé en 2017, ses effets sur la pratique et les capacités de s'imposer, ou encore le décalage que peuvent ressentir ceux qui, n'ayant pas attendu, découvrent l'univers politique sans y avoir été accoutumé. La conclusion, enfin, revient sur ce dispositif particulier qu'est une file d'attente. Il analyse l'anxiété propre à ceux qui attendent, l'évolution des espérances face au temps qui passe, le type de personnalité que produisent ces dispositifs comme les mécanismes qui permettent à certains de contourner la file. En d'autres termes, elle donne à voir, bien au-delà du cas politique, cette position du candidat que tout un chacun peut éprouver.

Contre les professionnels de la politique

Si la campagne d'Emmanuel Macron s'est focalisée sur les professionnels de la politique, elle n'était finalement que l'actualisation d'une vieille insulte en politique. Elle avait, par ailleurs, fait son retour avant 2017. Dans un billet de blog de septembre 2014, l'ancienne députée du Parti socialiste (PS) Michèle Delaunay dénonçait l'avènement d'une nouvelle génération politique, qui n'aurait eu d'autre expérience professionnelle que dans ce milieu. Le terme de professionnel n'est jamais évoqué, mais la cible est claire.

Ils ont fait Sciences Po, passé ou non un concours de l'administration, regardé autour d'eux... Et finalement trouvé un poste d'attaché parlementaire ou un job dans une collectivité et, pour les plus chanceux ou les plus habiles, dans un « cabinet ». Dans ces milieux un tantinet confinés, ils ont pris le virus¹.

Décrivant par le menu les étapes d'une carrière bien huilée, à l'image d'un *cursus honorum*, l'ancienne cancérologue devenue un temps ministre constatait, au crépuscule de sa

1. Michèle Delaunay, « Le tunnel, ou comment faire carrière sans mettre un pied dans la vraie vie », 13 septembre 2014. En ligne : <https://tinyurl.com/y6cehmav> [consulté le 19 août 2020].

Les candidats

vie professionnelle, que ses plus jeunes collègues avaient de moins en moins eu d'expériences hors de ce petit monde. « Entrés tôt dans le tunnel [*de la politique*], ils n'en sont jamais ressortis. » Les conséquences étaient, selon elle, désastreuses : une fois installés dans cette trajectoire, ces jeunes ambitieux allaient « perdre tout pied dans la réalité, n'avoir plus le sens commun ». Plus âgés, ils agiraient comme s'ils étaient « au-dessus de la règle la plus élémentaire ».

Dans le champ politique, le billet de blog a été très commenté. Il faut dire qu'il faisait écho à une expérience partagée par beaucoup. Au-delà des cercles d'initiés, l'idée que les carrières avaient changé était devenue monnaie courante. Dans les médias, les termes de « professionnels » ou de « professionnalisation » de la politique étaient de plus en plus fréquents depuis le début de la décennie 2010¹. Même dans la fiction, ces figures étaient apparues au cœur de différentes intrigues. C'est particulièrement vrai dans les fictions politiques, qui se sont multipliées ces dernières années. Que ce soit dans la série française *Baron noir* ou dans la superproduction étatsunienne *House of Cards*, de vieux loups rodés à la politique côtoient de jeunes ambitieux, fraîchement sortis des écoles de pouvoir et déjà engagés dans la carrière politique. Le sujet peut même devenir le ressort de l'intrigue. Dans la série danoise *Borgen* [La forteresse], une jeune femme que rien ne prédestinait à devenir Première ministre accède à ce poste à la suite d'un renversement politique de dernière minute. La série suit son apprentissage des normes du milieu, entre coups bas et stratégies de communication. La question de la professionnalisation est

1. Leur fréquence moyenne a été multipliée par trois entre 2010 et 2016 (soit avant le début de la campagne de Macron) dans les pages politiques du journal *Le Monde* (mes calculs).

Contre les professionnels de la politique

au cœur de l'intrigue. La série s'ouvre sur un débat télévisé où Brigit Nyborg se lance, sans notes et contre l'avis de ses conseillers, dans un discours enflammé contre... les professionnels de la politique¹.

Ni le terme ni la critique ne sont nouveaux. Dès la fin du XIX^e siècle, les « professionnels de la politique » sont déjà évoqués dans la presse française. Le professionnel de la politique est décrit comme « intéressé, ambitieux » (*Le Patriote*, 1^{er} avril 1899), rusé (« rompu de longue date au métier et en pratiquant tous les tours », *La Revue*, 1900), mais aussi « terne » (*Le Petit Parisien*, 2 janvier 1917), « hâbleur » (« prenant la parole avec la même facilité qu'un professionnel de la politique », *Le Matin*, 7 février 1934), différent de ses concitoyens (« ainsi s'affirme par la voix de M. Doumergue l'antinomie grandissante entre [...] le professionnel et l'homme de la rue », *Notre temps*, 16 mai 1934). On pourrait multiplier les exemples parmi les centaines de citations qu'on peut glaner à travers la presse, il n'est pas sûr qu'on trouverait une appréciation positive.

Les élus « professionnalisés » méritent-ils ce mépris universel ? Et inversement, les novices, construits comme leur symétrique positif, sont-ils les vecteurs assurés d'un renouvellement ? Ces questions sont l'objet de ce travail, mais avant de les aborder directement, il est utile de s'intéresser à la manière dont les sciences sociales ont abordé ce phénomène. La référence la plus connue en est la conférence de Max Weber, *Le Savant et le Politique*², dans laquelle le sociologue propose une définition désormais classique qui

1. « Nous sommes devenus tellement professionnels... Nous connaissons chaque question, parce que nous les avons élaborées avec les journalistes. Les sondages guident nos politiques. [...] Tout cela [notre carrière] décide de notre action » (traduit du danois, saison 1, épisode 1, 2010).

2. Max Weber, *Le Savant et le Politique* [1917], Paris, Plon, 1963.

distingue les élus qui vivent « pour » la politique de ceux qui vivent « pour et de » la politique. Il ne s'agit là que du texte le plus célèbre d'une longue série d'autres écrits, qui ont tôt pris pour objet le personnel politique et le système politique dans lequel ils s'inscrivent. Depuis, bien d'autres ont travaillé sur ce sujet.

Ce chapitre propose un rapide tour d'horizon de ces savoirs relatifs aux professionnels de la politique et aux novices. Il rappelle la naissance de ce terme, doublement lié, on l'oublie trop souvent, à la démocratisation des sociétés européennes. Puis, il synthétise les principaux résultats des travaux de sciences sociales sur le sujet. Comme on le verra, malgré le nombre et la diversité des recherches sur le sujet, certains points cruciaux pour mener une telle analyse restent à ce jour ambigus. On ne sait finalement pas, ou pas bien, ce que les « professionnels » (ou les novices) font à la politique. Par ailleurs, sous ce label se trouvent mêlées des acceptions très différentes qu'une approche rigoureuse gagne à distinguer. Ce chapitre est donc un réquisitoire contre les professionnels de la politique, mais dans un sens assez différent de celui habituellement énoncé. Il plaide avant tout contre l'usage démesuré de ce terme, utilisé plus souvent à des fins de communication politique que pour analyser une situation.

L'ÉTERNEL RETOUR D'UNE VIEILLE CRITIQUE

Si le professionnel de la politique n'a pas bonne presse aujourd'hui, ce n'était pas non plus le cas au moment où le terme émerge, aux alentours des années 1880. On doit

Contre les professionnels de la politique

à Dominique Damamme une étude précise de la notion dans les débats publics et scientifiques. La conclusion est sans appel : d'hier à aujourd'hui, le terme a été connoté négativement. Le professionnel de la politique exerce un « métier inavouable¹ », il fait figure de repoussoir, un peu comme le « politicien », ce sobriquet qu'on utilise pour le désigner. Ce dernier terme, d'importation directe des États-Unis, fait référence aux *politicians*, ces figures émergentes de l'organisation des campagnes politiques aux États-Unis. Incarnation faite homme de la « machine » politique mise en place pour mobiliser l'électorat dans les différents quartiers d'une ville au service d'un « boss », le politicien est plus souvent loué pour ses compétences électorales plus ou moins légales que pour sa défense du bien commun. Au cours des années, le terme « professionnel de la politique » va l'emporter dans le discours public. Il n'en sera pas pour autant symboliquement réévalué, bien au contraire. Car en plus de chercher la victoire de son camp à tout prix, on l'accuse aussi d'être intéressé.

L'épithète de « professionnel » apparaît, il faut le rappeler, dans cette fin du XIX^e siècle où se généralise l'indemnisation des élus. Dans les parlements nationaux, puis plus tard au conseil municipal des grandes villes, les élus se voient offrir une compensation à leur engagement temporel. Ces années voient un changement profond dans l'organisation de la vie politique qui est la cause première de l'émergence de ce qu'on va appeler des professionnels de la politique : leur rémunération. C'est précisément ce phénomène que vise le sociologue Max Weber quand il

1. Dominique Damamme, « Professionnel de la politique, un métier peu avouable », in Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 37-68.

Les candidats

prononce en 1919 sa désormais célèbre conférence sur « Le métier et la vocation d'homme politique », dans laquelle il propose une définition de l'homme politique professionnel. Le monde qu'il décrit est un monde en changement. C'est bien sûr le cas de l'Europe, qui vient d'être traversée par quatre années d'un conflit inédit. C'est aussi, de façon plus discrète mais inscrite dans une temporalité plus longue qui correspond bien à la méthode webérienne de comparaison historique, celui du monde politique au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler. Les sociétés occidentales qu'il évoque ont en effet connu un vaste mouvement de démocratisation au cours des décennies précédentes. Celle-ci est imparfaite, puisque dans la quasi-totalité des pays les femmes restent exclues du suffrage, mais les élections se sont généralisées pour décider des représentants politiques.

Car comme l'explique Weber, l'homme politique devait jusqu'au milieu du XIX^e siècle avoir des ressources personnelles pour être candidat. Plus précisément, il devait être « économiquement disponible [*abkömmlich*], ce qui veut dire que l'acquisition de revenus ne l'oblige pas à consacrer constamment et personnellement, en tout ou en partie, toute sa puissance de travail et de pensée à sa subsistance¹ ». L'absence de rémunération avait des effets évidents sur le recrutement politique : ni les ouvriers, évidemment, ni même les classes moyennes naissantes ne pouvaient prétendre à cette activité instable et bénévole. Weber remarque aussi que l'exclusion ne se faisait pas que dans les sphères inférieures de la société : « l'entrepreneur moderne » ne pouvait pas non plus s'engager, du fait des contraintes temporelles que lui imposait son travail. Le recrutement était donc

1. Max Weber, *Le Savant et le Politique*, op. cit., p. 138.

Contre les professionnels de la politique

« ploutocratique », fondé sur la fortune personnelle, et la disponibilité temporelle¹.

Or ce système est remis en cause par les changements de régimes qui vont toucher l'Europe au XIX^e siècle. À mesure qu'arrivent ces nouveaux élus, la question de leur indemnisation se pose. En France, l'histoire de l'indemnité commence à être bien documentée. Instaurée pour les députés après la Révolution, supprimée en 1814-1815, rétablie sous la Seconde République (1848), puis supprimée au début de l'Empire, l'indemnité parlementaire est finalement octroyée en 1852². C'est dans ce contexte que Weber émet sa distinction devenue classique. Il évoque ceux qui, dans l'ancien système, vivaient uniquement « pour » la politique et ceux, plus fréquents dans le nouveau, qui vivent aussi « de » celle-ci.

La distinction est donc, il faut le noter, avant tout analytique. Cela signifie que les deux motivations peuvent se rencontrer chez les élus contemporains : on peut vivre « de et pour » la politique³. Elle l'est aussi au sens où, chez Weber, elle ne porte aucune charge négative. Vivre de la politique, c'est le lot des élus contemporains, mais aussi des permanents de parti et des « boss » étatsuniens, qui après une campagne réussie sont rétribués par un emploi public. Le

1. « Le fait qu'un État ou un parti sont dirigés par des hommes qui, dans le sens économique du mot, vivent exclusivement pour la politique et non de la politique signifie nécessairement que les couches dirigeantes se recrutent de façon « ploutocratique » », *ibid.*, p. 139.

2. Heinrich Best, Daniel Gaxie, « Detours to Modernity. Long-Term Trends of Parliamentary Recruitment in Republican France 1848-1999 », in Heinrich Best, Maurizio Cotta (dir.), *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 88-137.

3. « Il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit « pour » la politique, ou bien « de » la politique. Cette opposition n'a absolument rien d'exclusif. Bien plutôt, on fait en règle générale les deux à la fois », in Max Weber, *Le Savant et le Politique*, *op. cit.*, p. 137.

jugement de Weber ne porte donc pas sur les qualités ou les compétences de ces personnes, mais sur les manières d'être en politique. La distinction marque surtout un changement dans les règles du jeu politique au tournant du XIX^e siècle. Éric Phélippeau, qui a étudié cette époque de transition, montre comment s'invente dans ces décennies l'« homme politique moderne¹ ». Car avec ces évolutions, c'est l'organisation sociale de la politique et la concurrence pour les charges électives qui viennent à être bousculées. Elles sont concomitantes de la création d'institutions particulières, les partis politiques et les syndicats en premier lieu, qui permettront à d'autres de se « professionnaliser », au sens toujours wébérien de « vivre de la politique ».

Si la définition wébérienne se veut neutre, tel n'est pas le cas de la plupart des usages du terme qui en seront faits dans ces années. Quand il est utilisé, c'est pour dénoncer. Et souvent, aux débuts au moins, la critique vient de la droite du spectre politique : aristocrates et bourgeois, qui jusque-là exerçaient cette charge sans contrepartie mais aussi sans concurrence, dénoncent la vénalité et l'incompétence supposées de ces candidats issus des rangs des « couches nouvelles », voire des classes populaires qui s'engagent contre eux dans la compétition politique. La critique morale énoncée contre eux est aussi une critique sociale contre des nouveaux entrants, accusés de vouloir servir en se servant. Dans un article qui porte sur l'arrivée des premiers élus ouvriers au conseil de Paris dans les années 1880, Michel Offerlé raconte les critiques auxquelles ceux-ci furent confrontés. Ils furent attaqués sur leur incompétence comme sur leur physique « lourd et pataud », la critique des corps transgressifs

1. Éric Phélippeau. *L'Invention de l'homme politique moderne*. Mackau, l'Orne et la République, Paris, Belin, 2002.

Contre les professionnels de la politique

fonctionnant comme une synecdoque de leurs manières d'agir et de penser, assurément décalées. Elles prenaient surtout pour cible leur vénalité supposée, puisqu'on leur reprochait de se porter candidat pour l'indemnité. Dans *Le Soleil*, un journal monarchiste d'inspiration libérale, on peut ainsi lire en 1882 cette diatribe contre l'indemnité parlementaire :

Le jour où on ne solliciterait plus [les positions électives] que comme on demande une place de garde champêtre, elles tomberaient dans l'avilissement et ne seraient plus recherchées que par de faux ouvriers, ignorants et paresseux, piliers d'estaminets et de cabarets.

Et le journaliste de déplorer « qu'on ait fait de la sénatorerie et de la députation un état salarié, au lieu de leur laisser leur caractère de mandat politique »¹.

À mesure que s'installent les régimes démocratiques et que s'impose l'idée d'une rémunération, la critique ne sera plus réservée à un camp. L'usage du terme restera en revanche péjoratif, oubliant par là même que la « professionnalisation » de la politique a été une condition de sa démocratisation. L'intensité de la critique va, elle, largement fluctuer. Dans les décennies suivantes, la crainte la plus souvent évoquée ne sera pas la professionnalisation. La corruption, par exemple, revient bien plus souvent dans la presse et dans les débats publics. La « fonctionnarisation » des élus est parfois mentionnée, que ce soit dans les années 1930, pour désigner la rémunération des élus par l'État et les craintes d'une perte d'autonomie de la chambre, ou dans les années 1980, quand la droite s'inquiète de l'arrivée de

1. Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1984, p. 690.

nombreux fonctionnaires qui viennent remplacer les professions libérales jusque-là bien représentées.

Ce n'est finalement qu'à partir des années 2000, et surtout dans la décennie suivante, que la question de la professionnalisation reviendra à l'agenda médiatique, gagnant lentement mais sûrement en intensité. Le phénomène n'est pas limité à la France. En Angleterre, l'émergence d'un groupe parfois qualifié d'élus de métier (*career politicians*) a été détectée depuis le début des années 1980¹. Le même constat peut être fait à travers l'Europe. Tout en notant des différences d'un pays à l'autre, les auteurs d'un collectif publié au début du *xxi*^e siècle reviennent sur le retour de cette interrogation². Même en Suède, réputé pour la fluidité de l'accès aux postes politiques de premier plan, ces mêmes critiques avaient commencé à poindre ces dernières années. Un terme s'était même imposé dans le débat public : « *broilers* ». Désignant littéralement les « poulets élevés en batterie », ce mot d'origine anglaise visait à décrire, et en même temps à dénoncer, les élus qui n'avaient jamais eu d'autres activités que la politique. Élevés dans le sein des partis politiques, propulsés au cœur de la politique nationale, ils étaient comme leurs collègues européens accusés de n'avoir jamais vécu que « de » la politique³.

Ce retour d'une interrogation longtemps occultée a une raison évidente. De la même manière que, dans les années 1900, les chercheurs décrivaient un changement massif dans le recrutement des élus, dans les années 1980

1. Anthony King, « The Rise of the Career Politician in Britain, and its Consequences », *British Journal of Political Science*, 1981, vol. 11, n 3.

2. Jens Borchert, Jürgen Zeiss (dir.), *The Political Class in Advanced Democracies. A Comparative Handbook*, Oxford University Press, 2003.

3. Michaela Möller, Anders Rydell, *Broilers. Den nya makthavarna och det samhälle som formade dem*, Norstedts, 2014.

Contre les professionnels de la politique

une même transformation est à l'œuvre. Tous les auteurs précités s'entendaient en effet sur un constat : les « professionnels de la politique » sont de plus en plus nombreux. En Angleterre, le journaliste parlementaire Peter Riddell notait au mitan des années 1990 que « le professionnel de la politique est devenu sinon le profil d'une majorité d'élus, mais une figure typique¹ ». C'est ce qu'on verra au chapitre suivant. Mais avant cela, il faut se demander ce que l'expérience fait à la politique.

L'EXPÉRIENCE POLITIQUE, SAVOIRS ET POINTS AVEUGLES

Pour étudier ces questions, on peut se tourner vers les sciences sociales. Comme souvent, ces disciplines ont investi le sujet avant qu'il redevienne public. Dès le début des années 1980, le politiste Anthony King évoquait « l'augmentation du nombre de professionnels de la politique » en Grande-Bretagne. Il proposait alors quelques mesures rudimentaires d'un phénomène qu'il voyait émerger. Depuis, la question a été très largement traitée. Il est impossible de résumer en quelques lignes, même pages, quarante ans de recherche sur ce thème². En France comme à l'étranger, des dizaines de travaux ont été publiés sur le sujet, et dans bien

1. Peter Riddell, « The Impact of the Rise of the Career Politician », *Journal of Legislative Studies*, 1995, vol. 1, n° 2, p. 186.

2. Certains travaux exemplaires sont mentionnés ici, et le lecteur intéressé pourra trouver une revue de cette littérature dans Sébastien Michon, Étienne Ollion, « Retour sur la professionnalisation politique. Revue de littérature critique et perspectives », *Sociologie du travail*, janvier-mars 2018.

d'autres, sans que cela soit l'élément principal, la question est abordée. On dispose donc, pour de nombreux pays, de connaissances solides sur le phénomène de transformation des carrières, ses étapes, ses évolutions. On sait par exemple ce que ces changements ont fait aux partis politiques, à leur recrutement comme à leur fonctionnement.

Et pourtant, plusieurs questions d'importance pour comprendre l'importance ou les effets de cette « professionnalisation » restent étonnamment dans l'ombre. Trois, en particulier, méritent d'être mentionnées, car elles touchent directement aux interrogations publiques comme scientifiques sur la professionnalisation de la politique. La première a trait à la définition de ce qu'est un professionnel de la politique. Simple en apparence, la question revêt un caractère bien plus compliqué quand on s'y penche. De fait, même dans la littérature spécialisée, quatre sens se croisent sous le même terme.

Le premier, fidèle à la définition wébérienne, consiste à définir le professionnel de la politique par le fait d'être rémunéré en politique *hic et nunc*. C'est le sens que donnait Daniel Gaxie dans son recueil de textes commentés paru en 1973¹, dans lequel il proposait ce terme pour désigner les personnes qui « vivent de » la politique. L'approche matérielle prônée par Weber peut alors être étendue à d'autres activités qui offrent une rémunération pour des activités politiques non électives : collaborateurs parlementaires, conseillers de ministres, permanents de partis.

À ce premier sens, qu'on pourrait qualifier de wébérien, s'en juxtaposent plusieurs autres. Dans la littérature contemporaine, on trouve en effet des professionnels définis non plus par leur activité actuelle, mais par le parcours qu'ils

1. Daniel Gaxie, *Les Professionnels de la politique*, Paris, Puf, 1973.

Contre les professionnels de la politique

ont effectué. Le professionnel ainsi entendu n'est plus celui qui vit de la politique au moment du mandat, mais celui qui est salarié dans le champ politique depuis longtemps. Daniel Gaxie, commentant la législature française de 2012, écrivait ainsi que « la nouveauté est que cette professionnalisation politique intervient de plus en plus souvent de manière très précoce, dès la fin des études supérieures. Une proportion croissante des députés sont et ont toujours été des professionnels de la politique¹ ». Dit autrement, les élus sont des professionnels non plus parce qu'ils vivent de la politique, *mais parce qu'ils n'ont jamais vécu que de la politique*.

Un autre sens, relativement proche mais qui mérite d'être distingué, a trait aux étapes de carrières de ces personnes. Le professionnel n'est dans cette optique pas celui qui vit de la politique, pas celui qui en a toujours vécu, mais plus spécifiquement celui qui est passé par des positions considérées comme centrales pour accéder aux mandats nationaux (le plus souvent des positions d'auxiliaire politique). C'est en ce sens, par exemple, que Lucie Bargel parle des « petits professionnels² », collaborateurs d'élus et permanents de partis qui entament leur carrière professionnelle par ces activités, sans jamais avoir eu d'autre activité. C'est la définition qui correspond le mieux à l'image du « *cursus honorum* », ce « tunnel de la politique » évoqué en début de chapitre et vitupéré par Macron lors de la campagne.

Finalement, un dernier sens a trait aux savoirs et savoir-faire qu'ils peuvent mettre en œuvre. Le professionnel est celui qui exhibe des compétences particulières, utiles à la

1. Daniel Gaxie, « Questionner la représentation politique », *Savoir/Agir*, 2015, p. 23.

2. Lucie Bargel, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 4, n° 84, p. 92.

réalisation de son activité. Du fait de la critique des professionnels, cette définition est moins fréquente, mais elle est une dimension essentielle du « métier politique » et est un argument crucial, quoique rarement entendu et encore moins audible, en faveur de la professionnalisation. Il est toutefois présent dans des travaux, comme ceux de Philippe Garraud qui dès les années 1980 évoquait ces compétences acquises par les maires de grandes villes, dont il décrivait la « professionnalisation »¹.

L'accent mis sur les compétences acquises est aussi présent dans une partie de littérature étatsunienne, où les débats autour de la professionnalisation ont pris un tour assez différent. Là-bas, le débat s'est en effet cristallisé moins sur les carrières individuelles que sur le caractère ou non « professionnel » des assemblées législatives dans leur ensemble. Chacun des États peut décider de rémunérer ou non ses législateurs, et on constate des écarts très forts entre ceux qui ne défraient que de quelques centaines de dollars leurs élus, et ceux qui, comme le Massachusetts, leur versaient près de 70 000 \$ annuels en 2020². Si cette définition ramène immédiatement à Weber, les travaux sur la professionnalisation qui ont fleuri dans les années 1990 s'interrogent plutôt sur les disponibilités et la compétence des législateurs. En creux, c'est souvent la question de leur capacité à s'imposer aux exécutifs locaux qui est en jeu.

On le voit bien, derrière une référence commune se cachent des regards différents sur le phénomène. Le recours croissant au syntagme de « professionnels de la politique »

1. Philippe Garraud, « La sélection du personnel politique local », *Revue française de science politique*, 1988, vol. 38, n° 3.

2. Peverill Squire, « Legislative Professionalism and Membership Diversity in State Legislatures », *Legislative Studies Quarterly*, 1992, vol. 17, n° 1.

Contre les professionnels de la politique

s'est accompagné d'une diversification des sens auquel il renvoie. C'est le constat que faisaient très récemment plusieurs chercheurs dans une revue de littérature sur le cas britannique. Notant que les thèmes de recherches massivement investis donnent souvent lieu à un peu de flottement conceptuel, ils remarquent que dans le cas des professionnels de la politique [*career politicians*], le concept « a été étendu jusqu'à désigner une diversité de cas toujours plus grande, alors que la focale se déplaçait d'une dimension à une autre¹ ». La remarque faisait suite à plusieurs débats entre politistes britanniques, qui avaient montré qu'en fonction du point de référence adopté la mesure du temps passé en politique des députés pouvait varier significativement, et avec lui l'interprétation relative à la place des novices².

Une autre interrogation qui n'a pour l'heure pas reçu de réponse évidente est celle des effets de la « professionnalisation » sur la pratique de la politique. Il serait faux d'affirmer que les chercheurs ne se sont pas intéressés au sujet. Le politiste H. Douglas Price a ainsi montré que dans le Congrès des États-Unis du XIX^e siècle, qui était peuplé d'élus qui avaient une activité principale autre, la pratique de la politique était assez différente. Les démissions étaient fréquentes, donnant lieu à un fort *turn-over*. Les coalitions étaient aussi plus changeantes³. Les remarques

1. Nicholas Allen, Gabriele Magni, Donald Searing, Philip Warncke, « What is a Career Politician ? Theories, Concepts, and Measures », *European Political Science Review*, 2020, vol. 12, n° 2, p. 209-210.

2. Voir le débat entre Stephen Barber, « Arise, Careerless Politician ! The Rise of the Professional Party Leader », *Politics*, 2014 et Philip Cowley, « Arise, Novice Leader ! The Continuing Rise of the Career Politician in Britain », *Politics*, 2012.

3. H. Douglas Price. « Congress and the Evolution of Legislative 'Professionalism' », in Norman Ornstein (dir.), *Congress in Change*, Praeger, 1975.

datent toutefois d'avant la guerre civile, et les résultats sont souvent agrégés : l'effet individuel est, au plus, déduit d'une variation collective. Une recherche de Donald Matthews portait elle aussi sur le Congrès, mais dans une période un peu plus récente – les années 1960. Décrivant plusieurs types de sénateurs étatsuniens, le politiste tentait de les relier aux carrières préalables des élus. Les analyses restaient toutefois prospectives de l'aveu même de l'auteur, car elles portaient sur quelques cas typiques, analysés de manière non systématique¹.

Depuis, peu de travaux ont vraiment réussi à identifier un effet de la professionnalisation sur les pratiques. Peter Allen, qui a rédigé une thèse sur l'influence des carrières politiques préalables sur le succès au Parlement britannique, ne dit pas le contraire. Après une revue de littérature extensive, il rappelle cette incertitude quasi totale en l'état actuel des savoirs². Une telle remarque a de quoi surprendre, surtout après tant de critiques contre les professionnels, mais il y a plus. Les quelques travaux qui se sont penchés sur la question offrent des résultats opposés. Pour certains, la professionnalisation formate les élus, elle les incite à privilégier leurs intérêts de carrière ou les éloigne des réalités du quotidien des autres citoyens. Ils recourent en cela une critique populaire récurrente et retrouvent certains résultats des recherches sur la démocratie participative³.

1. Donald R. Matthews, *United State Senators and their World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1960.

2. Peter Allen, « Bring in the Professionals. How Pre-Parliamentary Political Experience Affects Political Careers in the House of Commons », thèse de doctorat soutenue à l'université de Londres, 2014, p. 56.

3. Cette littérature abondante et en pleine expansion à l'heure actuelle n'est que peu mentionnée ici, à la fois parce qu'elle est tellement vaste qu'elle mériterait un traitement autonome, mais aussi parce qu'elle s'intéresse en tendance plus à ce que font de nouveaux dispositifs participatifs

Contre les professionnels de la politique

Las, d'autres chercheurs ont eux mis en avant les effets négatifs d'un renouvellement par les novices. Ils évoquent leur manque de compétences sur des sujets techniques, et surtout leur incapacité à faire passer des mesures. Le cas étatsunien est le plus connu. À la suite de l'introduction d'une limite du nombre de mandats qu'il est possible de solliciter dans les législatures locales, au niveau des États, des élus peu expérimentés ont fait leur entrée en politique. De manière intéressante au regard des débats actuels, les politistes étatsuniens ont exprimé un scepticisme relatif quant à l'efficacité de cette mesure – en tout cas si l'objectif est de redonner du pouvoir aux profanes. Les différentes enquêtes qui ont été menées convergent pour attester de la perte d'influence du législatif¹. En faisant entrer en politique des élus peu au fait des jeux politiques, l'équilibre des pouvoirs s'est déplacé vers l'administration et l'exécutif.

On le voit, les recherches évoquées n'ont pas le même objet. Certains parlent de pratiques des élus, d'autres de l'équilibre du pouvoir au niveau du système politique. Elles ne sont donc pas incompatibles. Mais cette ambiguïté n'est pas une coïncidence non plus. À vrai dire, ce qu'on désigne conventionnellement sous le terme de « professionnalisation » est un phénomène protéiforme. L'expérience politique forme, mais en même temps, elle conforme. Elle ne se laisse pas réduire à un seul indicateur ou à une seule méthode : on peut être actif en politique de différentes façons. C'est pour tenter de contourner ces difficultés que j'ai mis en place

à la participation qu'à l'arrivée de novices dans des dispositifs existants. Pour une introduction à ces travaux, voir Yves Sintomer, *Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Découverte, 2011.

1. Thad Kousser, *Term Limits and the Dismantling of State Legislative Professionalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Les candidats

une étude qui s'appuie sur une enquête ethnographique de long terme, mais aussi sur une collecte de données massives, sur les carrières comme sur les pratiques des élus français depuis cinq décennies.

UN SOCIOLOGUE À L'ASSEMBLÉE

Comme l'écrit Emma Crewe dans son enquête sur Westminster, le siège de la chambre britannique, les Parlements ont « tout ce qu'un anthropologue aime. Le conflit y croise la collaboration, les ennemis comme les amis s'y affrontent, se réconcilient ou s'agitent dans d'étranges rituels, et les hiérarchies s'inversent parfois brutalement¹ ». Il n'y a alors rien d'étonnant à ce que plusieurs d'entre eux aient consacré une étude à ces lieux confinés, ordonnés et remplis de rites. En France, Marc Abélès a montré l'intérêt d'une approche monographique appliquée à ces lieux². Plus de vingt ans plus tard, plusieurs des constats qu'il avait pu dresser restent d'actualité.

C'est toutefois pour une autre raison que j'ai décidé de travailler sur l'Assemblée nationale. Elle tient au rôle que la chambre basse joue dans la vie politique française. En dépit d'une place moindre dans le régime semi-présidentiel de la V^e République, elle reste un point de passage central des carrières politiques. Comme l'ont montré Valentin Behr et Sébastien Michon, près de deux tiers des futurs ministres

1. Emma Crewe, *The House of Commons. An Anthropology of MPs at Work*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2015.

2. Marc Abélès. *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 90.

Contre les professionnels de la politique

y sont recrutés¹. Les autres, souvent nommés au nom de la société civile, y cherchent un point de chute une fois le passage au gouvernement terminé.

Étape quasi nécessaire pour accéder à des responsabilités plus importantes, l'Assemblée est aussi le premier échelon de la politique nationale. Des élus locaux investis localement depuis des décennies, qui achèvent une longue carrière, y croisent de jeunes ambitieux, pour lesquels la députation est une étape. Moins sélective que l'accès à un poste de ministre, l'élection au poste de député concerne aussi bien plus de personnes. Plus de partis y sont représentés, et les profils sont plus différenciés. Elle est enfin un lieu qui conserve nombre d'informations sur ceux qui la fréquentent, autant de traces que le chercheur peut mettre à profit.

Du point de vue du travail que je voulais mener, l'Assemblée était donc moins un terrain d'enquête que ce que le sociologue étatsunien Robert Merton appelait un « site de recherche stratégique », un point d'entrée privilégié pour accéder à une réalité plus large. C'est pourquoi quand la secrétaire générale de l'Assemblée m'a proposé *via* un collègue de faire une enquête en ces lieux, je n'ai pas longtemps hésité. Haute fonctionnaire chargée d'organiser le travail de l'institution, intéressée aux sciences sociales, elle était aussi suffisamment avancée dans sa carrière pour pouvoir se permettre ce qui est apparu à certains de ses collègues comme une excentricité : laisser un sociologue déambuler librement dans les couloirs.

Saisissant l'invitation qui m'était faite, j'ai donc commencé à l'automne 2014 une enquête de terrain. J'y ai effectué plusieurs semaines d'enquête ethnographique à temps

1. Valentin Behr, Sébastien Michon, « Les facteurs sociaux des carrières politiques des femmes ministres », *Genèses*, 2014, vol. 3, n° 96.

plein, focalisant mon attention parfois sur les députés, et parfois sur les autres groupes qui se croisent dans ces lieux. J'ai passé beaucoup de temps avec les fonctionnaires parlementaires, qui m'ont permis de voir de l'intérieur une administration qui assure le fonctionnement concret de l'institution. Leur rôle ne peut être sous-estimé. Après tout, le plus ancien des députés sera toujours arrivé plus récemment que le plus ancien des administrateurs. Elles et ils sont la mémoire active de l'Assemblée. Plusieurs épisodes suivront, dont une observation intégrale de la « commission Macron ». Tenue en janvier 2015, cette commission spéciale destinée à préparer la venue dans l'Hémicycle du texte de loi du nouveau ministre de l'Économie m'a amené à observer pendant une semaine entière des députés, des administrateurs, des collaborateurs et bien sûr le ministre et son équipe. Le huis clos a des mérites bien connus des ethnographes : il permet de donner à voir une multitude d'actions qui autrement se déroulent de façon éclatée, par messages ou en différents endroits. L'unité de temps et de lieu resserre l'action, elle la rend plus directement observable.

À de nombreuses reprises ensuite, j'y suis retourné afin de rencontrer des élus et des collaborateurs parlementaires. Seul, avec des étudiants ou en supervisant leurs travaux de master, j'ai pu avoir accès à de nombreux témoignages. J'ai surtout entrepris, avec deux collègues, Sébastien Michon et Julien Boelaert, un travail de recueil de données biographiques, afin de savoir ce qui dans les carrières des élus avait changé. L'objectif était de reconstituer la trajectoire professionnelle et politique intégrale de tous les députés, pour cinq législatures, depuis les années 1970. J'ai d'abord cru, naïvement, que cette tâche serait facile. Des biographies sont souvent disponibles en ligne, jusque sur le site officiel du Parlement, mais elles sont toutefois largement trompeuses.

Contre les professionnels de la politique

Les informations qu'on y trouve sont en effet déclaratives, et donc retravaillées par les élus pour renvoyer l'image qui leur convient le mieux. Très peu de députés écriront, dans la case profession, « professionnel de la politique », « politicien » ou simplement « ancien assistant parlementaire ». Le risque, réel ou perçu, est trop grand de se voir immédiatement disqualifié.

L'identité présentée est ainsi une identité stratégique¹, qui dit plus de l'image que les élus veulent renvoyer qu'elle informe sur le parcours. Ils mettront alors en avant une expérience professionnelle, fût-elle courte et ancienne. Un responsable socialiste indique ainsi sur sa fiche en 2017 (et en 2012) « cadre supérieur du privé », alors que sa dernière activité professionnelle hors politique date de la période 1993-1995. À la suite de la déroute électorale du PS aux législatives de 1993, alors qu'il était encore un jeune assistant parlementaire, il n'avait pu être recasé à l'Assemblée comme c'est souvent le cas. Faute de postes disponibles, il n'avait pas non plus pu travailler comme permanent pour le parti. Il avait donc fait un passage dans le privé pendant quelques années. C'est cette activité professionnelle ancienne et visiblement peu chronophage (il avait été réélu quelques années plus tard, pour ne plus quitter la politique) qu'il indiquait alors. D'autres cas sont tout aussi emblématiques : Manuel Valls, l'ancien Premier ministre, indiquait « expert en communication », ce qu'il avait été... au cabinet de Michel Rocard à partir de 1989. Quant à François Fillon, qui avait occupé à 24 ans l'une des premières positions d'assistant parlementaire à l'Assemblée en 1978 et avait enchaîné les mandats depuis, il indiquait en 2012 « sans

1. Annie Collovald, « Identité (s) stratégique (s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1988, vol. 73.

profession », une situation qui, comme on allait l'apprendre par la suite, était plutôt celle de son épouse.

C'est donc manuellement, et en croisant diverses sources, qu'il a fallu recomposer les trajectoires biographiques de plus de 2 400 députés depuis leur entrée dans la vie active jusqu'à l'année courante. Les données biographiques ont été collectées dans les archives de l'Assemblée, *via* des notices établies par des annuaires ou à partir de la presse locale, numérisés. Pour chaque député, pour chaque année de leur vie adulte après 25 ans (les années avant cet âge étant mal renseignées), on a collecté toutes les informations disponibles sur leur carrière, dans ou en dehors de la politique. Quelques doutes subsistaient à la fin, mais finalement peu. Cet effort prosopographique, inégalé à ma connaissance, fournit un tableau précis des carrières politiques nationales au cours des cinquante dernières années.

Fort de ce matériau foisonnant, j'ai pris un peu de recul avec l'Assemblée après l'été 2016. Je voulais me concentrer sur l'écriture de différents articles et d'un livre : *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la vie politique en France*, paru en 2017. L'enquête devait alors s'arrêter. Les élections de 2017 m'ont toutefois forcé à revoir mes plans. L'arrivée d'une centaine de novices au sein du Palais Bourbon constituait une opportunité inédite de tester nombre d'hypothèses émises dans différents travaux sur la professionnalisation, dont celles évoquées à la fin de *Métier : député*. Avant même les résultats du second tour, j'ai donc négocié un retour sur le terrain. Celui-ci m'a été cette fois-ci octroyé par le cabinet de la présidence, *via* un badge d'accès généreux qui m'a permis pendant plus d'un an d'observer en action la nouvelle législature. J'ai donc repris les entretiens, l'observation et la collecte des données. Une trentaine d'entretiens ont été menés avec des élus et différentes personnes

Contre les professionnels de la politique

qui gravitent dans ce petit milieu qu'est le Palais Bourbon. Une cinquantaine d'entretiens ont aussi été réalisés par des étudiants dans le cadre du séminaire « Dans l'ombre de la loi » que j'ai coanimé quatre années durant à l'ENS¹.

Un aspect je crois original de cette recherche est que l'enquête ethnographique de long terme s'est doublée d'un travail de fond destiné à collecter des données sur les pratiques des élus. Là encore, elles ne manquent pas. La numérisation du quotidien fait que la moindre activité d'un parlementaire est aujourd'hui dûment recensée, que des sites officiels ou d'associations permettent de les récupérer pour une législature entière. Collectées avec des outils informatiques, et analysées avec des outils classiques, mais aussi avec des algorithmes d'intelligence artificielle, ces données permettent de répondre à des questions restées en suspens jusque-là.

Ce sont les résultats de cette enquête au cours plus long que prévu que cet ouvrage donne à voir. On y croiera des chiffres et des morceaux d'archive, des notes issues de mes longues séances d'observation, et des extraits d'entretien. On y verra beaucoup d'individus agir, se raconter, s'opposer, parfois s'insulter ou se faire des coups bas. On n'y trouvera en revanche que peu de noms propres ou d'éléments permettant d'identifier les élus, car la plupart des personnes interrogées ont été anonymisées. Deux raisons principales sont au principe de ce choix. La première tient au pacte de l'enquête. Ayant offert l'anonymat à mes enquêtés, je ne pouvais pas me dédire une fois mon temps sur le terrain terminé. Quelle crédibilité aurais-je, aurions-nous collectivement, si nous trahissions cette confiance ? La seconde est encore plus importante à mes yeux. Plusieurs des personnes

1. Peu sont finalement utilisés ici, mais le cas échéant, le nom de la personne qui l'a réalisé est mentionné.

Les candidats

qu'on croquera par la suite sont connues, et je ne doute pas que certains le seront encore plus dans les années à venir. Les citer nommément, rapporter leurs propos apporterait certainement un supplément d'information aux lecteurs, ou au moins à certains d'entre eux. Mais une politique de nomination explicite aurait aussi pour effet d'individualiser ce qui gagne à être lu comme une situation plus générale, de particulariser derrière un nom propre ou un label partisan un phénomène plus général. Nommer, outre que cela pourrait introduire un biais de lecture en fonction des informations et des opinions du lecteur vis-à-vis de tel ou tel parti, irait à l'encontre de la volonté de généralisation qui est la mienne.

Suivant les conventions existantes en sociologie¹, les individus nommés le seront par des prénoms modifiés pour assurer l'anonymat, les informations nécessaires à la compréhension de la situation donnée lors de cette présentation. Ce choix s'explique par, et il reflète, ma conviction à la fin de cette étude. L'étude des parlementaires gagne à penser les élus comme des femmes et des hommes comme les autres, qui ont suivi pendant un temps une carrière différente des autres. C'est seulement à cette condition qu'une étude réaliste de l'*homo politicus* contemporain, avec son histoire, ses intérêts et ses passions, ses valeurs et ses espoirs, ses joies, ses peines et ses fatigues, est possible.

1. Baptiste Coulmont, « Le petit peuple des sociologues. Anonymes et pseudonymes dans la sociologie française », *Genèses*, 2017, vol. 2, n° 107.

Le temps long de la *Révolution*

L'élection d'Emmanuel Macron a confronté les commentateurs de la vie politique à une situation inédite. Qu'ils soient journalistes, responsables politiques ou chercheurs en sciences sociales, la très grande majorité d'entre eux – l'auteur de ces lignes y compris – n'avait pas cru possible sa victoire lors de la présidentielle. Les raisons avancées divergeaient. Pour certains, c'était son absence de parti – et donc de personnes directement mobilisables pour mener concrètement une campagne. Pour d'autres, c'était l'absence de ressources évidentes : une campagne coûte cher, et le candidat ne semblait pas pouvoir s'appuyer sur les ressources classiques – le financement public des partis politiques en premier lieu. Certains encore mettaient en avant le fait qu'il n'avait jamais été élu – et manquait donc d'une légitimité politique classique. D'autres enfin rappelaient la logique des institutions, qui favorise le bipartisme¹.

À notre décharge, nous n'étions pas les seuls à être sceptiques. Parmi les plus enthousiastes soutiens du président,

1. Pour un résumé lucide des aveuglements des politistes français, voir l'introduction de Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron. Sociologie d'une entreprise émergente*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

bien peu imaginaient un tel résultat. Des membres de l'équipe de campagne rencontrés régulièrement au cours de l'année électorale s'interrogeaient à haute voix sur les chances d'une telle initiative. Lors d'un entretien réalisé après l'élection, un militant de la première heure résumait en quelques mots un état d'esprit largement partagé : « Mais ce que je savais pas à l'époque, c'est que... Que mes amis du secteur financier et des Batignolles de Paris trouvent ça formidable, ça ne m'étonnait pas du tout. Je ne savais par contre pas si la France était prête à élire Macron. Ça j'en avais aucune idée¹. »

Si les spécialistes ont vu leurs pronostics déjoués, et si les soutiens ont vu leurs espoirs les plus irréalistes advenir, c'est que, du point de vue de la politique, l'année 2017 a été atypique. L'élection en mai d'un président de moins de 40 ans, jamais élu auparavant, en est certainement le symbole le plus évident. La victoire massive aux législatives de juin d'un parti créé depuis moins d'un an est aussi souvent citée. Un trait tout aussi remarquable au regard de l'histoire des campagnes politiques, mais moins souvent commenté, est que dans un cas comme dans l'autre les débats ont largement porté sur le champ politique. Plus que d'habitude, et probablement plus que jamais au cours de la V^e République, la question de la carrière politique des élus a, en effet, été un thème de campagne saillant.

Cela tient bien évidemment à l'accent mis par Emmanuel Macron et ses équipes sur ce thème. Dès le printemps 2016, le toujours ministre de l'Économie invitait à « déverrouiller » le champ politique, un système tenu par une « caste ». Peu après son départ, celui qui n'était pas encore candidat égrenait ses propositions pour rendre la politique plus accessible et ouverte aux « talents ». Une fois officiellement entré dans

1. Entretien avec un primo-député, cadre bancaire, 8 mars 2018.

l'arène, il n'hésiterait pas à revendiquer publiquement et régulièrement son « inexpérience politique ». Son ouvrage programme, publié en novembre 2016 et intitulé *Révolution*, appelait les profanes à reprendre le pouvoir aux professionnels. L'élection passée, il inviterait ses troupes à embrasser cette identité, à être « fiers d'être des amateurs ».

En temps normal, une telle affirmation n'aurait eu que peu de chances d'être couronnée de succès. Pas en 2017, où le retournement du stigmate a fonctionné. En tant que marqueur d'extériorité au champ politique, l'inexpérience a pu être brandie comme un étendard dans un contexte de forte dénonciation des professionnels. Surprise supplémentaire : le candidat Macron a pu se présenter comme extérieur au champ politique, alors même qu'il n'avait pas une carrière très différente des personnes qu'il voulait remplacer. Comprendre comment une telle situation a pu se produire implique de combiner deux éléments, qui correspondent à deux temporalités. L'une est immédiate, et se trouve dans la campagne électorale – celle menée par Macron, et par les autres candidats. La manière dont s'est déroulée cette année électorale, avec ses aléas et ses dynamiques propres, a fait qu'un candidat longtemps sous-estimé par les états-majors des partis opposés s'est retrouvé à faire la course en tête. Une fois dans cette position, il a pu imposer ses propres thématiques dans le débat public – dont celle de l'opposition à la professionnalisation de la politique, et ainsi renforcer son avantage.

Mais sans une série de transformations plus structurelles à l'œuvre dans le champ politique depuis des années, cette critique n'aurait sûrement pas été audible. C'est là qu'intervient le deuxième ordre d'explications. Depuis quatre décennies environ, les modes d'accès à la politique nationale avaient connu une profonde mutation, souvent rapidement décrite comme une « professionnalisation ». En particulier,

Les candidats

les candidats aux positions électorales nationales devaient passer de plus en plus de temps en politique avant d'accéder à des positions nationales. Ce mouvement touchait d'ailleurs tous les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, de gouvernement ou non. C'est cette trame de fond qui a rendu l'accusation anti-professionnels aussi efficace en 2017.

UNE BRUTALE RECONFIGURATION

2017, campagne atypique ?

La campagne de 2017 a été décrite à l'envi. Universitaires, journalistes, commentateurs politiques : nombreux sont ceux qui ont contribué à produire un récit de la période qui a vu Macron arriver au pouvoir en mettant l'accent sur les circonstances exceptionnelles dont a bénéficié le candidat. Il faut dire que si les campagnes sont toujours l'objet d'imprévus, elles aboutissent en revanche souvent à des résultats relativement prévisibles. Or, celle-ci fut plus incertaine¹.

L'histoire est connue. François Hollande, le président de la République sortant, aurait en temps normal été un candidat évident à sa propre succession. Son mandat a certes été difficile, marqué par des attentats sanglants, un chômage toujours élevé, ainsi que des réformes à la fois impopulaires et perçues comme limitées. Il a aussi vu la seconde moitié

1. En France, deux ouvrages aux approches décalées ont réuni des contributions de politistes sur le sujet. Voir Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017 ; et Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron, op. cit.*

Le temps long de la Révolution

de son quinquennat fragilisée par des oppositions internes à son propre camp. Sa proposition d'inscrire la déchéance de nationalité pour les personnes condamnées pour acte terroriste a donné lieu à d'importantes controverses au sein de la gauche. Par la suite, une loi hétéroclite destinée à modifier certains points du Code du travail (dite « Loi travail ») a donné lieu à d'importantes mobilisations sociales, dont la répression parfois brutale a accéléré le divorce entre le Parti socialiste, ses alliés de gauche et une partie de ses électeurs. En filigrane de ces tensions, une mobilisation parlementaire aussi inédite que forte, la « Fronde », a eu lieu. Elle a largement participé de l'érosion de son statut de leader naturel au sein du Parti socialiste comme au sein de son électorat. Le 1^{er} décembre 2016, après avoir été contraint d'accepter le principe d'une primaire dans son propre camp, il a renoncé à sa candidature pourtant préparée depuis son entrée en fonctions.

Les primaires en question n'ont, autre élément, pas produit l'effet politique qu'elles avaient pu avoir par le passé quand elles avaient su rassembler le parti, et au-delà, autour du candidat. Elles ont en effet abouti à la nomination du candidat le plus marqué à gauche. Militant de longue date, ancien dirigeant du Mouvement des jeunes socialistes, l'organisation de jeunesse du parti, et acteur central de la « Fronde », Benoît Hamon était aussi le chef de file d'un courant interne du PS – Un monde d'avance –, identifié à des prises de position en décalage par rapport au positionnement social-libéral qui avait été celui du PS depuis au moins une décennie. La même dynamique s'est produite à droite. Là, ce mode de désignation inédit avait été retenu pour départager trois candidats, qui chacun disposaient d'une assise partisane solide : l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et deux anciens Premiers ministres, Alain Juppé et François

Fillon. La primaire, qui fut ouverte à tous comme celle de la gauche, vit plus de 4 millions d'électeurs venir départager les candidats. Au second tour, en novembre 2016, François Fillon l'emportait largement sur Alain Juppé, après que Nicolas Sarkozy eut été éliminé au premier. Là encore, si le recours à une échelle gauche-droite fait sens, le candidat vainqueur était celui qui occupait le positionnement le plus éloigné du barycentre électoral du parti, tant Fillon avait fondé sa campagne sur des valeurs d'ordre, de morale et de rigueur budgétaire qui outrepassaient largement les positions médianes du parti.

Le résultat des primaires de gauche comme de droite était favorable à Macron, en lui évitant d'avoir un concurrent proche. Par ailleurs, le candidat de gauche sera rapidement abandonné par une partie de son parti, et celui de droite en peine de simplement mener sa campagne. La révélation de soupçons d'emplois fictifs que François Fillon aurait octroyés à sa femme en tant que député va peser sur sa campagne. Après le 25 janvier, quand sont publiées les premières révélations dans *Le Canard enchaîné*, pas une semaine ne passera où des informations ne viendront empêcher la marche normale de sa campagne. Ses points presse, ses interactions de terrain seront tous accaparés par ce sujet, l'empêchant par là même de présenter son programme. La situation est d'autant plus compliquée que François Fillon s'était explicitement présenté comme un homme rigoureux, soucieux de la dépense publique. Le héraut de la probité voit alors un de ses principaux arguments, son intégrité, remise en cause semaine après semaine. Malgré les pressions croissantes dans son camp, Fillon restera le candidat de la droite et du centre, pendant qu'une partie de ses soutiens comme de son électorat se déportait vers Emmanuel Macron.

À trop se focaliser sur les circonstances externes qui ont facilité la candidature d'Emmanuel Macron, on risquerait toutefois de ne pas voir toutes les actions – les siennes et celles de son équipe – qui ont rendu ce résultat possible. Car loin d'être simplement le produit de circonstances, la plausibilité de la candidature Macron tient tout autant à la manière dont le candidat et son équipe ont construit sa candidature, dont ils l'ont ajustée à ces circonstances – voire ont pu les provoquer. De ce point de vue-là, la campagne de 2017 redevient bien moins anormale, avec la mise en place de stratégies finalement classiques.

Les débuts de la campagne de Macron sont souvent datés du printemps 2016. En avril de cette année, il crée un micro-parti destiné à promouvoir son action, En marche ! Il justifie cette action auprès des dirigeants socialistes comme une manière d'apporter un soutien à la future campagne du président sortant, décrit son mouvement comme un « parti satellite du Parti socialiste » plutôt que concurrent. Dans le même temps, l'organisation de la campagne débute. En juin, En marche ! décide de lancer une « Grande marche ». Ses militants, reconvertis en enquêteurs improvisés, sont envoyés recueillir les préoccupations des Français *via* des questionnaires. Les résultats sont ensuite traités quantitativement, dans le but affiché de révéler l'état profond du pays.

La démarche relève d'une stratégie classique de parti politique qui, avant de se lancer en campagne, propose une consultation. C'est d'autant plus vrai qu'en l'absence d'implantation locale, elle permet d'apporter une réponse aux critiques qui ne manqueront pas de survenir quant à l'absence de connaissance du terrain du candidat Macron. La campagne, menée à l'été 2016, est mâtinée d'une touche technologique destinée à souligner la modernité du candidat. Les réponses, de longs blocs de texte, sont ensuite traitées

Les candidats

avec une société privée de marketing. Paradoxalement au vu de la débauche d'énergie demandée, les résultats seront très peu publicisés. Ils importaient finalement moins que ce qu'elle permettait de dire, ou de faire. La communication qui entoure l'événement estival est en effet crucial, car elle justifie l'absence de programme. La grande marche permet aussi, et surtout, de créer rapidement une structure partisane. Par ce biais, le parti commence à recruter des militants locaux, qui pourront ensuite être mis à contribution pour d'autres tâches.

Ces opérations ont été rendues possibles par les ressources économiques dont a pu disposer, très tôt, le candidat Macron. C'était là un des handicaps souvent pointés par les chercheurs au début de sa campagne. N'ayant pas pris part aux campagnes précédentes, et en particulier aux législatives, Macron ne pouvait bénéficier du financement public que recevaient la plupart de ses concurrents. Certes, il existe des limites assez strictes au financement des campagnes en France, surtout en comparaison avec les États-Unis des années 2010. Les principaux partis avancent toutefois près de 20 millions d'euros chacun à leur candidat¹ : la barrière d'entrée dans une campagne électorale est donc haute pour toute personne qui voudrait s'engager sans soutien partisan². Les dons ne sont pas tout. Les financements publics sont une source essentielle – de gage pour les prêts bancaires, ou d'avance de trésorerie. Là encore, l'équipe du « pas encore candidat » était déjà au travail dès le mois d'avril 2016

1. Julia Cagé, *Le prix de la démocratie*, Paris, Fayard, 2018.

2. Et ce d'autant plus que les règles de financement interdisent les donations massives en limitant à 7 500 euros par personne et par an les versements individuels. Destinée à empêcher l'intrusion des intérêts économiques dans le cadre de l'élection, cette règle en vigueur depuis les années 1990 doit empêcher la conversion directe du capital économique en capital politique.

pour collecter des premiers fonds¹. Les « Macron Leaks », ces courriels subtilisés à la campagne par des hackers et publicisés à deux jours du second tour, ont donné à voir la stratégie très efficace mise en place pour parvenir à constituer un fond de trésorerie.

Avec succès, puisque plusieurs séries de dons significatifs sont venues très tôt abonder ses caisses, ce qui a permis de lancer plusieurs initiatives. Dès la fin de l'année 2016, le mouvement a recueilli près de 5 millions d'euros de dons privés (soit moins que les 7,5 millions des Républicains, mais bien plus que le PS). D'autre part, les compétences en termes de fiscalité des particuliers des membres de la campagne seront rapidement mises à profit. Ils alertent tôt sur le fait que le code électoral autorise des donations par année civile, dans la limite de 7 500 euros annuels. À cela peut s'ajouter un don de 4 600 euros à la campagne, en 2017. En moins d'un an, il est donc possible de donner près de 20 000 euros – dont 66 % seront déduits des impôts. Comme le note Rémi Lefebvre, « au total, plus de 10 millions d'euros ont été récoltés auprès de particuliers », une somme que beaucoup de partis français lui envieraient².

Comme les autres partis, celui de Macron va aussi rédiger un programme. Cette activité n'est pas immédiatement visible, car pendant plusieurs mois le candidat Macron refuse l'idée même d'un programme. La volonté affichée de sortir des cadres classiques du champ politique l'amène à refuser ce qui en est l'un de ses symboles. Il va jusqu'à

1. Michel Offerlé, « “Les patrons” ou “des patrons” avec Emmanuel Macron. Capitaux entrepreneuriaux et capital politique », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, op. cit.

2. Rémi Lefebvre, « Les députés En marche ! issus du Parti socialiste. Sociologie d'une migration partisane », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, *L'entreprise Macron*, op. cit.

exprimer ce rejet très explicitement, affirmant qu'« un programme avec 300 mesures, ça n'a aucun sens » ou encore « je suis désolé de vous le dire, mais on se fout des programmes »¹. Un programme est toutefois en train d'être construit, silencieusement. À partir de propos parus dans la presse mais surtout des « Macron Leaks », Raphaël Cos a retracé les étapes et identifié les acteurs de la construction du programme du candidat². La dénégation répétée de l'intérêt du programme apparaît alors bien intéressée, tant il est vrai que dès la moitié de l'année 2016³, une équipe est chargée de sa rédaction. Leur rôle est, très classiquement, d'enrôler des experts qu'ils iront chercher dans la haute fonction publique et dans certains *think tanks*. Les courriels consultés montrent que la mobilisation a porté ses fruits, et qu'autour d'une petite équipe, ce sont des dizaines de personnes qui ont contribué *via* la production de notes à la mise en forme d'idées. De sorte que, en février 2017, c'est un programme de facture très classique par rapport au « genre programmatique » contemporain⁴ qui est présenté. Il est même, ironiquement, plus étoffé que celui de ses prédécesseurs : Cos et ses collègues ont ainsi décompté 380 propositions, contre 162 pour Sarkozy en 2012, et 264 pour Hollande en 2012.

1. RTL, 1^{er} décembre 2016.

2. Raphaël Cos, « De la dénégation du programme à la baisse de la fiscalité du capital. Aspects de la mobilisation programmatique d'En marche ! », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, *L'entreprise Macron*, *op. cit.*

3. Dès le mois d'avril, j'ai eu vent de la constitution d'un petit groupe autour du futur conseiller programme du candidat (notes de terrain, 23 avril 2016).

4. Karim Fertikh, *L'invention de la social-démocratie allemande. Une histoire sociale du programme de Bad Godesberg*, Paris, Éditions de la MSH, 2020.

Le temps long de la Révolution

En moins d'un an, celui qui n'était « même pas un outsider¹ » est devenu un candidat plausible, puis a été élu président. La solution à cette énigme politique se trouve dans la rencontre entre des circonstances particulières et les ressources propres d'un individu économiquement et socialement doté, auquel une classe mobilisée autour de sa candidature donnera beaucoup². La dynamique favorable qui enclenche la rencontre va progressivement crédibiliser sa candidature. Si les premiers sondages sont plutôt mauvais, ils s'améliorent à l'automne. Scrutés par tous les observateurs, ils participent de la modification du statut du candidat à travers le temps, et à travers eux, de sa capacité d'influence sur le champ politique. Après une période d'attente patiente, les ralliements se multiplient à partir de janvier, et surtout à partir de mars où députés des deux partis comme ministres en poste soutiennent officiellement le candidat.

Réalignements

Comprendre le succès de Macron impose de penser les dynamiques entre l'action (individuelle et collective) et la structure politique dans laquelle elle s'inscrit. Une telle analyse, qui n'est rien d'autre qu'une approche en termes de champ telle que théorisée par Pierre Bourdieu, présente un double avantage. D'une part, elle évite de succomber tant à une vision de l'histoire comme accident qu'à l'illusion héroïque, ces écueils opposés de l'analyse rétrospective en

1. Selon l'expression de Philippe Riutort, Pierre Leroux, « Emmanuel Macron, une increvable bulle médiatique et sondagière ? », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, op. cit.

2. Rappelant une fois de plus l'adage bien connu, selon lequel il faut beaucoup de capital pour faire une révolution.

sciences sociales. D'autre part, elle permet de saisir comment un *outsider* a pu progressivement imposer son rythme au reste du champ politique, chacune de ses actions requérant une réaction de la part de ses concurrents. C'est à condition de comprendre comment Macron est devenu un *nomothète*, ce prescripteur de normes par rapport auquel il convient de se positionner, qu'on peut comprendre comment il s'est imposé comme un recours plausible, puis évident, après avoir été largement ignoré.

Après l'élection, E. Macron change de statut et les discussions sont largement structurées autour de ses propositions, voire de sa personne. Ce phénomène classique depuis l'alignement des élections présidentielle et législatives en 2002 est ici fortement accentué. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'usage qui est fait de son nom, de son image ou de son parti lors de la campagne législative. Comme à l'habitude, on trouve des candidats qui affichent leur soutien, qu'ils aient été investis ou non par le parti présidentiel, et ce quel que soit leur bord. Cela vaut bien sûr pour des personnes qui, peu connues, tentent de tirer profit de l'image d'un président et sur la dynamique de l'élection.

En 2017 toutefois, les inscriptions « avec la majorité présidentielle » ont été bien plus nombreuses qu'à l'habitude sur les affiches de campagne. Dans certains cas, elles ornaient les affiches d'une demi-douzaine de candidats d'une même circonscription. Les reprises de la charte graphique ou des couleurs du parti présidentiel furent aussi monnaie courante. Les deux images ci-dessous donnent à voir un concentré de ces emprunts : le slogan a été détourné, tout en conservant pour l'un des candidats la police d'écriture distinctive du parti. Le bleu prédomine et le logo du parti est souvent minimisé, voire supprimé. Les professions de foi et les programmes sont à l'avenant, qui annoncent que

Le temps long de la Révolution

le candidat « soutiendra » ou « travaillera à faire réussir » le nouveau président.



Affiches de campagne lors de l'élection législative de 2017

La situation serait finalement classique si le phénomène n'était pas si massif, et si des responsables de premier plan d'autres partis politiques n'avaient pas mis en place cette même stratégie. Pour eux, impossible de faire oublier qu'ils ne sont pas du même parti, voire qu'ils ne sont pas des soutiens de la première heure. Certains ont parfois combattu publiquement le désormais président. Leurs affiches ressemblent pourtant à celles qu'on vient d'évoquer. Le cas le plus net est celui de l'ancien Premier ministre socialiste, Manuel Valls. Dans sa ville d'Évry, en banlieue parisienne, il doit mener une campagne disputée pour reconquérir son siège de député. Opposant régulier à E. Macron quand ce

Les candidats

dernier était son ministre de l'Économie, il a souvent tenté de s'en démarquer, comme, lorsqu'en tant que chef de gouvernement, il a essayé de limiter ses marges de manœuvre. Cela ne l'empêche pas de concourir avec une affiche très proche de celle des candidats de La République En marche, sur laquelle on peut même lire « Majorité présidentielle ». Toujours ministre de la Santé, la socialiste Marisol Touraine est allée encore plus loin. Son affiche de premier tour comme le reste de sa propagande électorale mentionne explicitement le nom du président, indiquant ainsi un soutien dont on ne sait pas s'il est réciproque. Le bleu des affiches de La République En marche le dispute au jaune du logo du parti, deux couleurs assez éloignées de celles du Parti socialiste. D'ailleurs, sur son affiche comme sur celle de Valls, le logo du parti a disparu.



Affiches de campagne lors de l'élection législative de 2017

Le temps long de la Révolution

Rare, une telle situation n'est toutefois pas inédite, même sous la V^e République. Elle ressemble même à celle qui avait prévalu lors du retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Dans un contexte de tensions militaires et de guerre civile potentielle, le président du Conseil avait rappelé le général auréolé de son action dans la Résistance. Après le référendum de septembre qui validait le changement de régime, des élections avaient eu lieu en novembre. Si de Gaulle ne s'était que peu impliqué dans celles-ci, l'aura de celui-ci comme le discrédit des dirigeants politiques du régime défunt avaient poussé les candidats aux législatives à mettre à distance les étiquettes politiques, et tenter de mettre en avant leur proximité avec le général. Certains avaient effacé les logos de leurs affiches, d'autres adopté la charte graphique. Et quand il était impossible de masquer un statut d'opposant, ils mettaient en avant les enjeux locaux du scrutin. Plutôt que leur appartenance politique, leurs professions de foi mettaient l'accent sur leur biographie. Le métier d'origine, censé démontrer une inscription hors du champ politique, est alors longuement commenté quand bien même il n'aurait pas été exercé depuis longtemps. Comme l'a écrit Brigitte Gaiti, lors des législatives de 1958, « tout le monde ou presque s'abrite derrière le paravent gaulliste et tente de jouer ailleurs, sur la dénonciation des autres comme professionnels de la politique, et sur des présentations de soi moins directement politiques¹ ».

Tous ces éléments montrent que le succès ne fut l'œuvre ni de la chance seulement ni uniquement de la compétence d'une personne mobilisée en vue de son succès. L'un et

1. Brigitte Gaiti, « "Syndicat des anciens" contre "forces vives" de la nation. Le renouvellement politique de 1958 », in Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 286.

l'autre aspect sont indéniables, mais insuffisants pour rendre compte de ce qui s'est produit – à savoir la désorganisation partielle du champ politique, puis sa brutale restructuration autour d'Emmanuel Macron. Il est, en quelque sorte, devenu ce « prophète » décrit par Max Weber dans ses travaux sur la religion : cette figure finalement pas si différente des autorités établies – dont le prêtre – mais dont le discours remet en cause l'orthodoxie.

Macron dispose en effet des titres légitimés qui font de lui un présidentiable, certes jeune, mais tout à fait plausible aux yeux de nombreux commentateurs et soutiens. Ancien élève de Sciences Po, énarque, ancien membre de la prestigieuse inspection des finances, il a un parcours finalement très classique, quoiqu'un peu plus rapide qu'à l'ordinaire. Mais dans le même temps, il revendique une distance, qui lui permet de tirer profit de la critique de ce système qu'il maîtrise et dont il est le produit. Engagé dans la course présidentielle sans parti, et même hors des partis, il ne peut se revendiquer de ceux-ci. Faisant de nécessité vertu, il va alors les mettre à distance, organisant ainsi sa « présomption d'extériorité¹ ». Doté de tous les titres nécessaires pour crédibiliser son entreprise mais pas souillé par son rattachement à un « système » qu'il connaît pourtant de l'intérieur, le jeune présidentiable apparaît alors comme la réalisation d'une combinaison impossible. Tout au long de la campagne, Macron a subtilement joué sur la mise en avant de ces deux propriétés normalement inconciliables, mais qui réunies lui ont assuré un statut d'homme providentiel.

1. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2006, p. 11.

Le temps long de la Révolution

Le moment populiste des élites françaises

Comme en 1958, le succès de la campagne de Macron s'est inscrit dans un contexte plus large de dénonciation des élites politiques qui va permettre au discours anti-professionnels de fleurir. Le discrédit du régime de la IV^e République d'un côté, la protestation contre la « caste » au pouvoir ont permis aux « forces nouvelles » de porter bien au-delà de ce qui aurait été possible dans d'autres circonstances. Il s'inscrit aussi dans un contexte international où, depuis une décennie au moins, les appels à déloger l'élite au pouvoir s'étaient multipliés.

Les élections de 2017 s'inscrivent en effet à la suite d'une série d'autres qui ont vu la victoire de candidats qui ont mené campagne sur le thème d'un changement radical, et avant toute chose d'un changement de personnel politique. C'est bien sûr le cas de la Grande-Bretagne, qui a vu en juin 2016 la victoire du « Leave » lors du référendum sur l'avenir du royaume dans l'Union européenne. C'est tout aussi évidemment le cas du succès de Donald Trump lors de l'élection de novembre 2016. On l'a dit, la grande partie de sa campagne de 2016 portait sur des critiques contre la classe politique en place. Au sein de son parti d'abord, pendant la primaire républicaine, où il a multiplié les attaques contre ses adversaires. Jeb Bush évidemment, fils et frère d'anciens présidents, qui s'est vu reprocher son inscription dans une dynastie qui a selon Trump participé du déclin du pays. Les sénateurs Ted Cruz (Texas) et Marco Rubio (Floride), ses principaux adversaires à la primaire, n'ont pas non plus été épargnés. Une fois la nomination acquise, il s'est explicitement attaqué à « Washington », métonymie du pouvoir politique et objet de sa critique. Avec son slogan

« *drain the swamp* » [assécher le marais] et sa proposition de limiter le nombre de mandats qu'un législateur peut faire, il a mené une campagne en outsider du champ politique.

¡*Que se vayan todos!* [Qu'ils s'en aillent tous !] Ce slogan né en Argentine lors des mobilisations contre la classe politique, au moment de la crise de la dette qui plongeait le pays dans le chômage et la pauvreté ne serait pas renié par ces partis, qui revendiquent un changement massif du personnel politique, vu comme corrompu, incapable, ou les deux. Ces revendications se sont multipliées à travers l'Europe après 2010. À gauche, elles permettent l'irruption d'un parti comme Podemos. Dans la lignée du mouvement Indignados, le mouvement né à Madrid réclamait le départ des responsables politiques espagnols au pouvoir, impliqués dans de trop nombreux scandales de corruption et de mauvaise gestion. À droite aussi, avec la coalition portée par Matteo Salvini de la Ligue du Nord, et soutenue par le Mouvement Cinq Étoiles de Luigi di Maio – deux partis qui se sont autodéclarés « anti-système ». Ensemble, ils avaient remporté les élections italiennes de mars 2018.

À première vue, tout sépare En marche ! de ces mouvements qui ont pris le pouvoir dans différents pays. Socialement et économiquement libéral, le parti défend des positions en apparence opposées à la plupart de ces partis qui pour certains ont plaidé pour le protectionnisme, d'autres pour la préférence nationale. Il s'y est même, à plusieurs reprises, explicitement opposé. « Populiste », lors de la campagne de 2017, fut une insulte utilisée par En marche ! pour s'opposer à deux de ses concurrents directs – le Rassemblement national (RN) de Marine le Pen et La France insoumise (LFI), de Jean-Luc Mélenchon. L'opposition fut même théorisée par deux proches du président quelques mois après la présidentielle. Dans un ouvrage

Le temps long de la Révolution

destiné à énoncer les principes d'une philosophie centriste, les auteurs défendaient l'idée que l'opposition principale se situait non entre la « droite » et la « gauche » (que Macron prétendait transcender), mais entre le « populisme » et le « progressisme »¹.

Il semble pourtant qu'En marche ! ait largement bénéficié des mêmes conditions qui ont porté ce « mouvement populiste » au tournant des années 2010. On trouve là encore l'illustration de la situation décrite précédemment, où Macron et ses équipes ont habilement mis à profit une situation qui les dépassait largement. L'exemple le plus clair en est certainement la critique de la « professionnalisation politique » portée par pendant toute la campagne En marche !, et qui n'est jamais qu'une forme plus polie de la dénonciation globale des « sortants », souvent reprise par ces partis dits populistes. Difficile de ne pas voir comment l'humeur « populiste » tant critiquée par En marche ! et contre laquelle le parti s'est posé en rempart, l'a finalement bien servi.

On peut même aller plus loin, et souligner que le parti est un représentant certes atypique, mais finalement pas si différent, de cette espèce contre laquelle il prétend lutter. Il faut, pour cela, plonger dans les définitions qui sont données de ce phénomène. Le terme de populisme est, de l'avis même de son principal promoteur Cas Mudde, un terme conflictuel. Il est souvent utilisé comme une insulte plutôt que comme un adjectif descriptif, et sert surtout à désigner un autre qui se retrouve paré de propriétés floues, mais toutes négatives².

1. David Amiel, Ismael Emelien, *Le progrès ne tombe pas du ciel. Un manifeste*, Paris, Fayard, 2019.

2. Cas Mudde, Cristóbal Kaltwasser, « Populism », in Michael Freeden, Lyman Tower Sargent, Marc Stears (dir.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, 2013.

Si on tente de lui donner un contenu positif, plusieurs traits ressortent. D'abord, si on suit Mudde, le populisme serait une idéologie « fine », c'est-à-dire fongible dans des discours idéologiques très différents – pro ou antimarchés, pro ou anti-immigrants. La longue liste de partis et de situations « populistes » montre bien l'absence de corpus idéologique un tant soit peu partagé.

Trois propriétés semblent toutefois ressortir de la comparaison entre les différents mouvements régulièrement désignés ainsi. La première est une situation de personnalisation du pouvoir politique. Les mouvements populistes, selon Mudde et ceux qui s'inscrivent dans son sillage, ont en commun de mettre en avant une personne plutôt qu'une organisation, d'individualiser la politique. Souvent, la figure est un leader charismatique (i). La seconde est un rejet des élites en place. Celles-ci peuvent être les élites économiques et financières, comme dans le cas des mouvements de type Occupy Wall Street, ou des élites politiques. La tendance au « dédagisme », autre terme fréquemment convoqué, est forte (ii). La troisième propriété est la mise en avant de la « volonté collective » ou même de la « sagesse du peuple » comme principe de décision, plutôt que la démocratie représentative. Cette dernière est considérée comme à l'origine de nombreux maux (capture du pouvoir, oligarchie) que le retour à la décision populaire est censé pallier (iii).

Si on accepte, ne serait-ce que temporairement, cette définition, il semble difficile de nier à En marche ! un caractère de mouvement populiste, au moins contrarié. On l'a vu, le mouvement s'est en effet organisé autour de la personnalité d'Emmanuel Macron. L'adhésion qu'il a su générer chez une partie de l'électorat comme chez les personnes qui pouvaient porter sa candidature le rappelle. Le refus pendant de long

Le temps long de la Révolution

mois de porter un programme en est un autre signe, d'autant plus fort que l'histoire nous enseigne que la bataille pour l'imposition des programmes dans les campagnes électorales de la fin du XIX^e siècle avait, justement, pour but de dépersonnaliser les luttes électorales¹. La généralisation de cette technologie démocratique fut une demande des républicains contre les notables qui voulaient concourir sur leur nom, et donc sur leur réputation. Mais il y a plus : Macron a revendiqué la position d'homme providentiel. Il a esquissé un parallèle entre lui et Jeanne d'Arc en mai 2017, évoquant « un rêve fou qui s'impose comme une évidence² ». Réitérant ses critiques contre les programmes, il déclarait en février de cette même année que « c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne [...] la politique, c'est mystique ». Il assurait alors vouloir « tresser [ensemble] l'intelligence et la spiritualité », avant d'assumer à demi-mot un peu plus loin la « dimension christique » de son action³.

Le rejet des élites politiques, deuxième point de la définition, fut aussi très présent – au moins dans sa version limitée aux élites politiques en place. La charge menée contre la « professionnalisation de la politique » durant l'une et l'autre campagne est un point sur lequel on a suffisamment insisté pour qu'il ne soit besoin d'y revenir. La critique est certes limitée, car elle ne porte pas plus généralement sur le champ du pouvoir – une lecture cynique ferait dire que cela serait trop dommageable pour un parti qui a justement

1. Éric Phélippeau, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

2. Cité in Vincent Martigny. « À gauche, la fin de la synthèse social-démocrate », in Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 50.

3. Interview d'Emmanuel Macron, *Journal du dimanche*, 12 février 2017, cité in Sylvie Strudel, « Emmanuel Macron : un oxymore politique ? », in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 209.

recruté chez les élites sociales et économiques – mais elle ne fut pas moins forte.

Finalement, il n'est que la démocratie représentative qui ait été épargnée, au moins formellement. L'inscription dans les cadres institutionnels de la V^e République du parti ne fait aucun doute, comme ne fait aucun doute la valorisation des élections comme méthode d'expression démocratique (on pourrait objecter que c'est aussi le cas pour beaucoup de partis dits populistes). Mais même si on concède cela, force est de constater que, de ce point de vue, Macron et ses équipes ont été ambivalents. Car la démocratie représentative n'est pas qu'une série de cadres légaux, elle est aussi une série d'institutions qui assurent les interactions entre les citoyens et la vie politique. Or, la critique des partis comme des corps intermédiaires portée par En marche ! pourrait y être rattachée. Macron ne disait pas autre chose quand il évoquait ce refus de médiation formelle, qu'on trouve chez beaucoup de responsables ainsi qualifiés : « Si être populiste, c'est parler au peuple sans passer par le truchement des appareils, je veux bien être populiste¹. »

On pourrait discuter longuement du caractère populiste des revendications qui ont porté Macron et son parti au pouvoir en 2017. On l'a dit, le terme est finalement assez flou et sert plus souvent les procès en disqualification politique qu'il n'apporte vraiment un surcroît d'intelligibilité. On pourrait aussi remarquer que le peuple auquel il fait référence n'est pas celui qu'ont en tête les théoriciens du populisme. Évoquer un temps la proximité d'En marche !

1. « Appelez-moi populiste si vous voulez », *Le Journal du dimanche*, 18 mars 2017. En ligne : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/lrem/emmanuel-macron-veut-bien-etre-qualifie-de-populiste_1890623.html [consulté le 13 août 2020].

Le temps long de la Révolution

avec ce que ce parti construit comme son double négatif permet en revanche de rappeler qu'on ne saurait ériger le parti en alternative au populisme. Tout au plus en a-t-il été une forme dévoyée, au moins pendant la campagne.

La remarque est aussi utile, car elle permet de montrer que le succès de l'entreprise lancée par E. Macron en 2016 s'inscrit, comme beaucoup d'autres partis dans des pays différents, dans ce cadre qui invite à « sortir les sortants ». Ces réactions font écho au sentiment de captation de la politique par un petit groupe. C'est que, en France comme dans d'autres pays, les modalités d'accès au champ politique avaient changé au cours des dernières décennies. L'érection de barrières à l'entrée comme à la progression dans le champ politique a nourri le sentiment de dépossession, d'inaccessibilité du monde politique, ou d'un lieu en vase clos. C'est cette évolution, souvent qualifiée un peu rapidement de « professionnalisation de la politique », qu'il faut éclaircir maintenant.

DES CARRIÈRES POLITIQUES TRANSFORMÉES

Deux évolutions de fond

La recherche conduite en 2015-2016 a permis de mettre en évidence un changement dans l'accès à l'Assemblée nationale au cours des décennies passées. Dans ce cadre, nous avons collecté des données sur les trajectoires personnelles, à la fois politiques et biographiques, des députés élus sous cinq législatures depuis les années 1970 (1978, 1997, 2007, 2012 et 2017). L'objectif était d'alterner des assemblées

à majorité de droite et de gauche, tout en disposant d'un recul historique suffisant pour établir des tendances de long terme. *In fine*, ce sont plus de 2 400 carrières individuelles complètes qui ont été reconstituées. Les résultats étaient parlants.

On retrouve souvent mobilisé à l'appui de la thèse d'une « professionnalisation de la politique » un indicateur assez simple. Il dénombre le pourcentage de députés qui ont occupé, dans un passé plus ou moins récent, un poste d'auxiliaire politique, c'est-à-dire membre d'un cabinet ministériel, dans l'équipe d'un maire d'une grande ville ou encore assistant parlementaires dans les assemblées nationale ou européennes. Ce sont les personnes directement visées par la critique au vitriol énoncée par l'ancienne ministre Michèle Delaunay contre les jeunes gens jamais sortis du « tunnel de la politique », rappelée au chapitre précédent. De ce point de vue, l'évolution est très nette. De la VI^e législature (1978-1981) à la XIV^e (2012-2017), le pourcentage de députés qui ont occupé une de ces positions a plus que doublé, passant de 14,2 % à 32,6 %. La croissance fut prononcée et continue : 23 % en 1997, 29 % en 2007, ils étaient presque un tiers en 2012.

Cette situation n'est, par ailleurs, pas le fait d'un parti. Là encore, les chiffres de l'enquête de 2017 permettent de mettre à mal l'idée répandue selon laquelle cet accès aux positions de pouvoir serait marqué politiquement – souvent à gauche. Il faut dire que pendant longtemps, les trajectoires longues et ascendantes en politique ont été le fait du Parti communiste français (PCF). Celui-ci, fort de son identité ouvrière largement mise en avant, avait mis en place un système de promotions internes qui permettait à un ouvrier, généralement qualifié, de devenir syndicaliste local, puis régional, avant de pouvoir être candidat pour

Le temps long de la Révolution

le parti et, finalement, pour quelques-uns, député. Jusque dans les années 1970, ces figures étaient d'ailleurs présentes au Palais Bourbon. Parmi les plus connues, le futur candidat à l'élection présidentielle André Lajoinie, qui avait arrêté ses études précocement pour aider ses parents dans l'exploitation agricole familiale, avant de devenir militant (1946), permanent (1954), puis secrétaire du parti, d'abord localement (1957) puis à Paris (1963). Il sera finalement élu député pour la première fois en 1978. Bien d'autres pourraient être cités, qui ont suivi un tel chemin de l'ascension par le parti¹.

Au début des années 2010, la situation est bien différente. D'une part, cette filière ascendante n'est plus vraiment disponible. La disparition électorale du PCF, mais plus encore la transformation du recrutement de ce parti politique, ou les exigences (réelles ou supposées) de l'activité politique contemporaine font que les ouvriers ne sont plus recrutés – comme députés ou comme collaborateurs. Surtout, ce modèle s'est diffusé très largement à tous les autres partis. Comme le montre le tableau 1, 36 % des députés socialistes élus en 2012 avaient connu cette étape de carrière, mais presque autant de leurs homologues de droite (32 %). Parmi les partis du centre, les proportions étaient à peu près les mêmes (38 %), quoique les faibles effectifs appellent à un peu plus de prudence. L'augmentation plus forte à gauche tient au fait que, derrière cette appellation commune, se cachent deux principaux types de postes : membre de cabinet ministériel et assistant parlementaire. Or jusqu'en 1981, la gauche n'avait que peu de possibilités de former ses jeunes recrues dans des cabinets ministériels,

1. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

Les candidats

et les postes d'assistant parlementaire n'ont été créés qu'en 1975 à l'Assemblée nationale, un an plus tard au Sénat.

Tableau 1. Part des députés qui ont occupé une position de collaborateur politique (en %, arrondi)

	1978	1997	2007	2012
Droite (RPR-DL puis UMP-LR)	22	22	28	32
Gauche (PS, PRG)	6	24	34	36
Centre (UDF, NC, UDI)	20	31	27	38
Autres	3	4	18	21
Total	14	24	30	33

RPR : Rassemblement pour la République

DL : Démocratie libérale

UMP-LR : Union pour un mouvement populaire – Les Républicains

PS : Parti socialiste

PRG : Parti radical de gauche

UDF : Union pour la démocratie française

NC : Nouveau centre

UDI : Union des démocrates et indépendants

Cette évolution ne concerne pas que les partis de gouvernement. Bien sûr, pour offrir des postes de collaborateurs, il faut disposer de positions dans les ministères, dans une assemblée représentative, dans une collectivité locale d'importance. Mais d'autres positions sont accessibles, que ce soit en tant que permanent de parti, dans des conseils régionaux ou parmi le *staff* des députés européens. Pour ces deux derniers lieux, l'attribution des sièges à la proportionnelle favorise d'ailleurs les partis habituellement contraints par le scrutin majoritaire.

Pour s'en convaincre, on peut considérer les élus du Rassemblement national. Marine Le Pen, héritière du nom et du parti de son père, n'a pas occupé de position de collaboratrice

Le temps long de la Révolution

d'élue. Elle a en revanche, quelques années seulement après l'obtention de son diplôme d'avocat (1992), travaillé pour le parti – d'abord comme juriste (1994), puis comme permanente quand elle devient directrice juridique en 1998. Après quoi elle commence une carrière d'élue, d'abord régionale (1998), puis européenne (2004). Son conjoint de l'époque, Louis Aliot, avait lui été embauché comme directeur de cabinet du président du Front national Jean-Marie Le Pen, tout en exerçant diverses fonctions rémunérées. Au-delà des cas individuels, en 2014, cinq députés européens du Front national sur vingt avaient occupé une position d'auxiliaire politique, et quelques autres avaient eu des activités rémunérées dans le parti. Ces évolutions n'étaient d'ailleurs pas passées inaperçues dans le parti. Dans *Métier : député*, on citait ces propos d'un militant de longue date qui s'inquiétait de cette arrivée massive de collaborateurs :

Condamner la base militante à un rôle de figuration, chasser tous les vrais fidèles pour leur substituer des jeunes diplômés [...] quand on a 23 ans, qu'on est déjà député et qu'on croit devenir député l'année prochaine, on est fidèle à celui qui vous a donné une investiture. Si cela ne prépare pas à une adhésion au système, avec les méthodes du système¹...

Ces éléments, certes mis en avant dans le cadre de luttes internes au parti, témoignent d'une transformation. Ils ont donné lieu à l'émergence d'une critique forte, celle de la « république des collaborateurs », qui auraient saisi le pouvoir.

1. « Marine Le Pen “tente une aventure assez macronienne” et court à l'échec, dénonce Lorrain de Saint Affrique », *France-Soir*, 3 septembre 2016. En ligne : <http://www.francesoir.fr/politique-france/marine-le-pen-tente-une-aventure-assez-macronienne-et-court-lechec-denonce-lorrain> [consulté le 13 août 2020].

Les candidats

Depuis trente ans, un *cursus honorum* s'est développé, et comme on le verra plus loin, le passage par ces positions assure souvent des carrières accélérées et l'accès bien plus fréquent à des positions de ministre. Ce changement ne doit toutefois pas en masquer un autre, plus important car il l'englobe. En effet, la transformation la plus nette du champ politique français entre les années 1970 et le milieu des années 2010, c'est bien l'augmentation du temps passé en politique avant d'accéder à un mandat national. En quarante ans, un allongement spectaculaire de ce chemin vers la députation s'était produit.

Les chiffres sont là aussi évocateurs. De 1978 à 2012, le temps passé en politique avant l'accès à l'Assemblée nationale, que ce soit en mandat ou en tant que collaborateur d'élu ou de permanent politique, avait doublé, passant de 5,7 années à 11,6 pour les primo-députés. Dit autrement, un nouvel arrivant de 2012 avait passé deux fois plus de temps qu'un primo-député élu en 1978, et en moyenne presque douze ans, en politique, avant de faire son entrée au Palais Bourbon. Cette analyse donne des résultats différents des approches classiques, car ces dernières ne prennent en compte que les mandats. Or il faut, si on s'intéresse à l'engagement de long terme, intégrer toutes les positions rémunérées qui ont été occupées en politique. Le changement est alors bien plus net.

Une autre manière encore de présenter ces changements, c'est de calculer le pourcentage de la vie adulte (après 25 ans) passée dans ces positions. Le chiffre était alors passé de 44 % à 61,4 % entre 1978 et 2012. En d'autres termes, les élus de 2012 avaient passé près des deux tiers de leur vie adulte (après 25 ans) actifs et rémunérés en politique. Ces chiffres ne prennent pas en compte les éventuelles années passées à militer dans un parti ou une organisation

Le temps long de la Révolution

de jeunesse, ce qui était le cas d'un certain nombre d'entre eux. De l'autre côté du spectre, le nombre de personnes qui n'avaient eu aucune expérience politique rémunérée avant d'arriver à l'Assemblée nationale s'était lui effondré. Proche de 10 % dans les années 1970, il tombait par la suite dans des chiffres epsilonques.

Les entretiens réalisés avec des élus de la XIV^e législature (2012-2017) sont à ce titre exemplaires de ces longues trajectoires en politique. Un député du Parti socialiste racontait ainsi son long parcours avant son élection en 2012 :

Mon dernier poste, c'est directeur de cabinet d'une collectivité territoriale. Avant, j'étais conseiller technique auprès du président de la région Île-de-France. Avant, collaborateur du groupe socialiste à la région Île-de-France. Avant, collaborateur de cabinet d'une collectivité territoriale. Et dans le même temps, j'étais ATER [chargé d'enseignement temporaire] à Paris-1. Et avant pour payer mes études j'étais libraire ; durant le week-end, et les vacances. Pour gagner de l'argent. Le parcours classique¹.

Des extraits similaires pourraient être cités pour les autres partis, et tous les travaux récents de sociologie des partis politiques confirment ce point. Des partis de droite aux partis écologistes, les modes d'entrée en politique ont changé. En quarante années, le champ politique s'est refermé sur lui-même, en imposant aux candidats, et souvent aux candidats à la candidature, un passage par un long sas probatoire. Les barrières à l'accès au champ politique s'étaient donc élevées, puisqu'il n'était, jusqu'à 2017, presque plus possible d'y accéder sans une implication de long terme, un passage souvent durable par des positions de marge.

1. Entretien, député socialiste, mars 2015.

Les candidats

Dans la suite de ce travail, on analysera les différentes implications de cette attente imposée sur l'engagement et sur la pratique de la politique. À ce stade, on peut faire une première remarque : du point de vue général, on a vu une modification des critères désormais attendus pour accéder à la députation. L'un d'entre eux, c'est désormais l'attente, que les candidats se voient imposer. La file qui s'est constituée devant eux implique que les derniers arrivés doivent attendre leur tour au moins pour un temps. Plus ou moins explicite, plus ou moins ordonnée, cette dernière constitue un premier principe de sélection qu'il est impossible de contourner pleinement. Difficile donc pour des personnes arrivant de l'extérieur de s'imposer rapidement, même si elles disposent de ressources économiques, sociales. Dans le langage de la théorie des champs, cela signifie que les capitaux extérieurs ont été largement dévalués, au profit de sources de valeurs produites à l'intérieur de celui-ci. Comme on le verra, cela rend plus difficile l'accès direct des notables à la politique, qui ne peuvent plus, ou plus autant, être projetés au cœur de la vie politique. Ce déplacement n'est toutefois pas démocratique. L'exigence de diplômes imposée, par exemple, aux collaborateurs parlementaires dont on a vu qu'ils constituaient une filière particulièrement efficace d'accès à la scène politique nationale, limite, elle, l'accès des classes populaires à ces milieux. Une forme d'exclusion (par l'argent, puis par le statut social) avait donc été remplacée par une autre¹.

1. Plus généralement, le cas du champ politique montre, par le passage à la limite, les implications de la revendication de l'autonomie des champs sur l'accès à cet espace. L'autonomie ne saurait en effet être accordée sans conséquences sur l'exclusion d'une très large majorité de la population.

L'extension de l'armée de réserve politique

Que s'est-il passé pour que, des années 1970 aux années 2010, une telle file d'attente se constitue pour accéder aux différents métiers de la politique en France ? Une piste classique consiste à aller voir du côté des partis politiques. Au cours des quarante dernières années, la littérature de science politique s'est attachée à faire sens de leurs transformations. Il est vrai qu'elles sont importantes : si le nombre de partis officiellement enregistrés a largement augmenté au cours des deux dernières décennies (Éric Phélippeau en dénombre 493 en 2017¹), le nombre d'adhérents est lui en chute libre. Le terme de « parti de masse », proposé il y a plus de cinquante ans par Maurice Duverger pour qualifier certains partis de gauche, n'est plus vraiment à la mode – l'antienne de la « fin des partis » l'ayant plus sûrement remplacé². Mais s'ils sont, en tant que lieu principal de la sélection, les principaux maîtres d'œuvre de cette transformation, les partis n'en sont peut-être pas l'origine. Cette remarque est d'autant plus plausible que si tous les partis ont été affectés de façon relativement similaire, c'est que le principe de transformation se trouve certainement à l'extérieur d'eux-mêmes.

Tout en prenant appui sur la littérature sur les partis, et en particulier sur les travaux qui mettent en avant le lien entre les partis et l'écosystème social et politique dans lequel ils s'inscrivent, une hypothèse qu'on voudrait avancer est que la constitution d'une telle file d'attente pour accéder

1. Éric Phélippeau, *L'argent de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

2. Sur ce trope et sa critique, voir l'introduction du récent ouvrage d'Igor Martinache et Frédéric Sawicki (dir.). *La fin des partis ?*, Paris, Puf, 2020.

Les candidats

aux métiers de la politique provient d'un changement avant tout morphologique, qui a vu se multiplier les positions rémunérées en politique après 1970. Ce faisant, une véritable armée de réserve politique a vu le jour, formée de personnes prêtes à être candidates quand l'opportunité se présenterait. Assurément, de telles positions existaient déjà avant, et en nombre. Du fait de la structure propre de sa démocratie, la France comptait déjà un nombre important de positions électives, plus de 500 000. La plupart d'entre elles proviennent des conseils municipaux des communes du pays et sont peu rémunérées. Bien plus élevé que dans d'autres pays, ce nombre reflète le nombre élevé de communes du pays (supérieur à 35 000). Ce chiffre est toutefois, depuis vingt ans, en baisse du fait des regroupements de communes.

Le nombre de positions électives au sein d'autres instances avait lui en revanche crû. Légèrement du côté des assemblées parlementaires, avec une augmentation de 482 élus (en 1962) à 577 (après 1986) au Palais Bourbon, et de 264 (en 1964) à 348 (après 2011) au Palais du Luxembourg. Il a surtout très largement augmenté au sein des structures intercommunales, réorganisées et développées depuis les années 1990. On compte aujourd'hui plus de 2 000 établissements publics de coopération intercommunale et plus de 12 000 syndicats de gestion. Au sein des villes de plus de 1 000 habitants, les élus intercommunaux sont élus au suffrage universel direct, et des présidences comme des vice-présidences sont attribuées. Chaque fois, des indemnités sont perceptibles, qui permettent de vivre, au moins partiellement, de la politique¹.

1. On trouvera plus de détails ainsi que des références précises dans Julien Boelaert, Sébastien Michon, Étienne Ollion, *Métier : député...*, *op. cit.* Sur l'intercommunalité, on peut se référer au travail de Fabien Desage et

Le temps long de la Révolution

Tous ces aspects ont été renforcés par les différentes lois sur la décentralisation votées à partir de 1982. Tout en déplaçant le pouvoir local du préfet vers le maire (et plus largement les élus locaux), elles vont aussi participer de la constitution autour des édiles d'équipes propres. Une estimation faisait état de près de 7 500 individus à la fin des années 2000¹. Les collaborateurs d'élus peuvent eux aussi entrer dans une carrière politique depuis ces positions, ainsi que le rappelaient certaines des personnes dont on a rapporté les propos. À ceux-ci, il faut encore ajouter certains fonctionnaires territoriaux, qui peuvent être nommés de manière discrétionnaire par les élus locaux. Différentes réformes de la fonction publique, comme celle de 1999 qui crée des listes d'aptitudes, ont tenté de limiter l'embauche de militants. Sans grand résultat, sinon celui de rehausser les exigences de niveau nécessaire pour y accéder en instaurant des conditions de diplôme.

Le principal moteur des tendances évoquées plus haut tient certainement à la création puis à la généralisation des postes d'assistant parlementaire. Ces personnes, recrutées par le député, l'aident dans son travail du quotidien. Ces positions n'existaient pas avant 1975 à l'Assemblée, et 1976 au Sénat. Tout au plus les élus pouvaient-ils compter sur des « dames secrétaires » pour les aider dans le courrier abondant qu'ils recevaient. À partir du milieu des années 1970, le nombre d'assistants parlementaires va croître continûment, pour atteindre 2 000 aujourd'hui à l'Assemblée, et plus de 1 000 au Sénat.

David Guéranger, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2011.

1. Didier Demazière, Patrick Le Lidec, « La politique, un objet pour la sociologie du travail », *Sociologie du travail*, 2008, p. 140.

Les candidats

Il faut se garder de voir dans ces postes de pures créations. Les archives de l'Assemblée nationale donnent par exemple à voir des traces de collaborateurs avant 1975. Rémunérés par le député sur ses revenus personnels avant l'instauration d'un crédit collaborateur, ou payés par des entreprises privées ou des établissements publics créés localement par des maires, ils existaient avant 1975. Michel Charasse, qui allait devenir ministre sous différents gouvernements socialistes à partir de 1981, raconte ainsi comment il est entré à l'Assemblée nationale comme assistant de plusieurs députés du Massif central en 1962¹. De même, des secrétaires embauchées par des entreprises publiques ou privées étaient gracieusement mises à disposition des élus. Et plus encore, de nombreuses positions d'entrée ou d'attente en politique étaient alors offertes à côté des institutions centrales du champ politique². Ainsi, la presse partisane, encore florissante dans les années 1970, pouvait offrir des positions intermédiaires. Le quotidien communiste *L'Humanité* ou le défunt quotidien gaulliste *La Nation* ont ainsi servi de point de repli à des élus de leur camp. Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France insoumise, a lui été plusieurs mois directeur du mensuel socialiste *La Tribune du Jura*, quand il était membre du Parti socialiste.

S'il convient donc de ne pas voir dans la multiplication des positions électives et non électives qui permettent

1. Nancy Canoves-Fuster, « Les collaborateurs parlementaires sous la Cinquième République. Le cas de l'Assemblée nationale », mémoire de Master 2 « Recherche en science politique », université Panthéon-Sorbonne, 2006, p. 27.

2. Ce que M. Offerlé nomme du terme fleuri de « positions adventices », comme on parle de plantes adventices qui vivent à côté d'autres espèces sans qu'on les ait plantées là. Voir Michel Offerlé, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2004.

une entrée en politique une radicale nouveauté, il faut bien constater qu'un double changement s'est produit. D'une part, leur nombre a crû fortement. D'autre part, et de manière plus significative, la plupart de ces positions sont désormais officiellement politiques. Les journalistes comme, dans une moindre mesure, les secrétaires mises à disposition des élus pouvaient avoir un intérêt pour l'activité politique, mais ils avaient aussi la possibilité de poursuivre une carrière dans l'entreprise qui les embauchait. Inscrits dans deux univers professionnels, ils n'avaient pas forcément les yeux rivés sur la politique.

La différence est notable, car comme l'a bien montré Lucie Bargel dans son travail sur les entrées en politique, l'accession à des positions de collaborateur permet non seulement de se stabiliser économiquement, mais elle permet aussi de découvrir un espace professionnel. Loin de l'idée, assez récurrente dans le débat public, que les jeunes gens qui s'engagent dans ces positions le font selon un plan de carrière bien établi, Bargel montre comment en réalité, par ces positions, les collaborateurs prennent goût à la politique. Elle montre surtout comment l'horizon d'attente de ces jeunes militants devenus assistants s'ajustait progressivement : d'impensée, la carrière politique devenait possible puis, pour certains, désirable¹.

Là se trouve certainement le principal ressort de la transformation des carrières politiques en France au cours des dernières décennies. La création de positions adjacentes aux élus comme l'interdiction du financement privé à la suite des différentes lois adoptées à partir des années 1980 ont eu pour effet de constituer un groupe de personnes

1. Lucie Bargel, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 84, p. 79-102.

engagées activement et principalement en politique. En plus d'en acquérir les codes et les connaissances (voir chapitre 5), ils y ont pris goût et se sont lancés dans cette carrière à mesure qu'elle devenait possible.

Une comparaison internationale montre que le même phénomène est à l'œuvre dans les pays où le même accroissement de postes s'est mis en place. En Grande-Bretagne, les *Special Advisors* (aussi appelés *Spads*) ont pris une importance croissante dans la politique nationale. Passés par les cabinets ministériels pléthoriques, ils y ont fait leurs armes et sont désormais de plus en plus nombreux à être devenus députés¹. En Suède, un pays connu pour la rotation des mandats plus fréquente que dans d'autres pays, l'accès aux fonctions de député est resté relativement accessible pour des novices politiques. Il faut dire qu'il n'y a qu'un assistant pour six députés, ce qui limite le nombre de personnes qui viennent peupler l'armée de réserve politique. La multiplication des positions de permanent de parti (toute relative en comparaison à d'autres pays comme l'Allemagne) et la structuration des mouvements de jeunesse ont toutefois donné lieu à l'émergence de jeunes élus qui n'ont jamais vécu que de la politique.

Un contre-exemple est fourni par les États-Unis. Depuis les années 1970, une véritable industrie politique s'est créée autour des parlementaires, à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le nombre d'assistants qui les entoure est particulièrement massif, puisqu'il varie entre 30 et 50 par élu. Tout un secteur du travail politique s'y est largement développé. Consulting politique, communication, publicité, sondages, inscription sur les listes électorales, *campaigning* :

1. Ben Yong, Robert Hazell, *Special Advisers. Who They Are, what They Do and why They Matter*, Hart Publishing, 2014.

Le temps long de la Révolution

il existe dans ce pays un monde professionnel entier consacré à l'activité politique. Pourtant, on n'y trouve pas de « professionnalisation politique » au sens d'entrée précoce de personnes qui, à force de patience, accèdent à des positions nationales.

C'est que, dans le champ étatsunien, le relâchement progressif des contraintes sur le financement des campagnes électorales – au point qu'il n'existe presque plus de limite depuis la décision *Citizens United* de 2010 – fait qu'un autre critère est central pour pouvoir s'engager en politique au niveau national : l'argent. Les ressources peuvent ne pas venir de l' élu lui-même, qui peut obtenir le soutien du parti ou, plus certainement, de proches et d'entreprises, mais il est tellement crucial, qu'un *staffer* (assistant parlementaire), un sondeur, un spécialiste de communication politique ou un *organizer* (personne rémunérée pour organiser localement les activités du parti ou d'un mouvement) n'ont que peu de chances de même penser à concourir. Dit autrement, la proximité avec les élus, les savoir-faire ou le développement du goût ne sont pas suffisants, surtout quand des barrières aussi concrètes que la capacité à lever plusieurs dizaines de milliers d'euros pour une campagne locale existent. Ces éléments n'invalident pas l'hypothèse morphologique selon laquelle la file d'attente s'est créée par l'extension de l'armée de réserve politique. C'est que, à la morphologie, il faut ajouter les règles internes au champ – dans ce cas, celle très claire des ressources nécessaires – qui fait que les élus dans l'une des chambres sont dans leur immense majorité millionnaires¹.

1. Nicholas Carnes, *The Cash Ceiling. Why Only the Rich Run for Office – and What We Can Do about It*, Princeton University Press, 2020.

*

Il est rare qu'un discours centré sur le champ politique parvienne à s'imposer comme l'un des thèmes de campagne. D'habitude, ce sont d'autres thématiques – externes – comme la fiscalité, l'écologie, l'insécurité qui dominent. Pas en 2017, où la question de la carrière des élus s'est imposée comme un élément central au débat public. Il faut dire que, des années 1970 aux années 2010, les voies d'accès à la politique nationale avaient changé. On l'a vu, les élus de 2012 avaient passé bien plus de temps rémunérés en politique, que ce soit en tant qu'élu ou en tant que collaborateur. Une partie croissante d'entre eux avaient aussi occupé une position de collaborateur.

Dans le discours public, mais aussi dans les travaux universitaires, ce mouvement a souvent été qualifié de « professionnalisation de la politique ». Les élus seraient, jusqu'à 2017, de plus en plus nombreux à vivre « pour et de » la politique, pour reprendre la célèbre phrase de Weber. Qualifier indistinctement ce phénomène de professionnalisation pose toutefois problème. D'une part parce que, comme on l'a souligné précédemment, ce terme recouvre des sens bien différents : entre les élus qui ont passé trente années en politique après avoir eu un premier mandat, ceux qui ont passé leur vie adulte en politique mais n'ont pas trente ans, des carrières complètement différentes se dessinent, qui gagnent certainement à être distinguées. Par ailleurs, l'inscription dans la lignée de Weber qui est souvent faite tend à occulter que, du point de vue de sa définition, les députés de 2017 ne sont pas moins professionnalisés que ceux de 2012, ou même ceux de 1870. Si le professionnel de la politique est celui qui « vit de la

Le temps long de la Révolution

politique », alors aucune évolution notable n'est perceptible à l'Assemblée depuis le rétablissement de l'indemnité sous le Second Empire.

S'il n'y a pas eu de professionnalisation au sens des carrières individuelles, il y a bien eu une professionnalisation, collective, du secteur d'activité ; l'autonomisation d'un espace doté de règles propres, de modes d'accès prioritaires. Cette professionnalisation-là ressemble alors plus à celle décrite par les sociologues des professions, qui ont mis au jour l'auto-organisation progressive de certaines professions (médecins, avocats, etc.), imposant par là même leurs propres règles de recrutement (filières et diplômes), ainsi que la régulation de l'avancement dans leur secteur d'activité. Ce sont ces règles, bien plus que le fait de rémunérer les élus, qui ont été remises en cause dans les années 2010 en Europe. Les protestations contre les « professionnels de la politique » se comprennent à cette aune : la politique était devenue un milieu fermé – pas en soi, il l'était bien plus à d'autres périodes – si on ne voulait pas y investir le temps nécessaire, prix d'entrée devenu quasi incompressible. Le chapitre suivant revient sur la remise en cause de ce mode d'organisation, son ampleur réelle, et sur les tensions provoquées par cette *Révolution* menée par Emmanuel Macron, comme le prétendait le titre de son ouvrage programme de 2016.